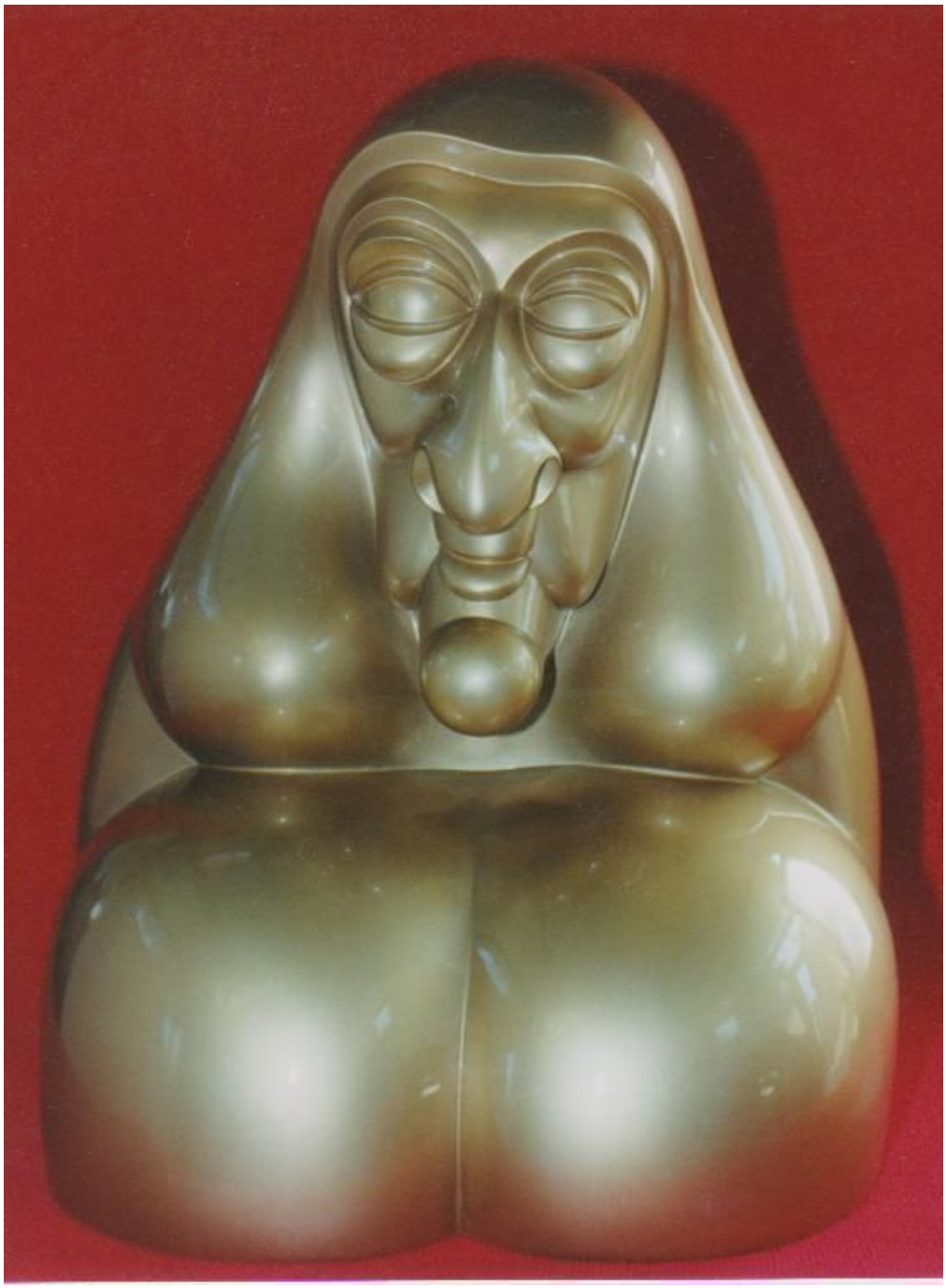


Marianne, je t'aime

REFLEXIONS et VISIONS
sur le fonctionnement de notre société

A Gérard . . .

Ce livre est évolutif, d'autres pages seront éditées en fonction des événements à venir qui pourront être imprimées gratuitement sur le site : http://legarsdelilot.e-monsite.com/

Pétition pour la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique
http://www.petitionpublique.fr

Version : 2

Chère Marianne,

Je m'adresse à toi aujourd'hui car tu es la seule à qui je puisse parler sans craindre de déclencher la colère des dieux, toi la mère patrie, gardienne de nos valeurs : Liberté, Egalité, Fraternité .J'ai longtemps hésité avant de t'écrire car je vais à nouveau m'exposer aux critiques, aux jugements, à la haine voir la violence mais je ne peux plus me taire.

Je n'accepte plus de voir les valeurs que tu représentes être bafouées, méprisées surtout lorsque c'est la classe politique qui agit ainsi. Je ne crie pas « Tous pourris » mais il y a ceux qui agissent et ceux qui se taisent. Dans mon parcours, j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup d'élus de tous niveaux, du maire au ministre, toutes les discutions que j'ai eu avec eux furent intéressantes. Le problème comme l'a si bien chanté Brassens « Dès qu'on est plus de quatre, on est une bande de cons ».

J'ai décidé de rendre ma parole publique non pas pour défendre une idéologie mais pour permettre une réflexion sur le fonctionnement de notre société ; cela se fera grâce à la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique. Cette idée peut te paraître utopique mais ce n'est pas pour cela qu'elle n'est pas réalisable. Certes seul je ne peux pas grand-chose, mais il faut que chaque citoyen, chaque citoyenne, tous ceux qui aspirent à une évolution du pouvoir s'approprient cette idée, l'a soutiennent, l'a défendent. C'est tous ensemble que nous aurons la force nécessaire pour s'opposer à l'ordre établi, c'est notre unité qui pourra influer sur notre destinée.

Tu dois te demander qui je suis pour avoir une telle prétention aussi pour mieux me comprendre, j'ai compilé différents écrits, photos, textes, articles de presse qui te permettront de te faire un avis sur ma personne. Avant tout, il faut que tu saches que ce n'est pas à l'homme que j'en veux mais à son fonctionnement.

Jean-Hervé COURTY dit Le Gars de l'Ilot

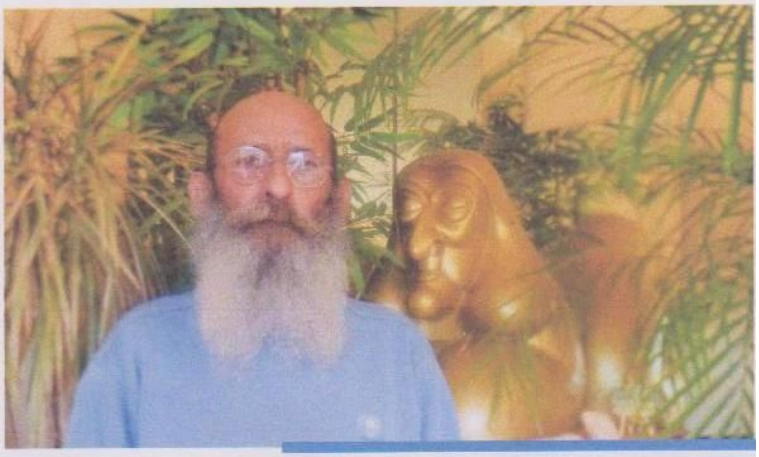


Je suis un DADA des temps modernes

Libre à la barre de son navire, ou enchaîné à la barre du tribunal, le Gars de l'Ilot sculpte sa république en allégories et en combats.

L'ALTERNATIF

LE GARS DE L'ILOT



1953 - Naissance d'Hervé Courty
1979 - Naissance de son fils
1990 - Naissance du Gars de l'Ilot
2002 - Expulsion de l'Ilot
2011 - Destruction de son entreprise
2015 - Engagement dans la vie politique

Hervé de son vrai nom, ressemble à l'archétype du marin barbu. Il est grand, aguerri, et chaleureux. Le gars de l'ilot, comme il se fait appeler depuis 25 ans, a navigué ; et cela lui colle à la peau. Au début nous ne savons pas exactement ce que nous sommes venus chercher, mais nous comprenons vite : au rythme d'une narration, son témoignage nous amène à questionner l'essence de notre société. Tout comme sa Marianne, symbole de la République et fil conducteur de sa pensée, son propos est engagé. Au fil de son histoire, la trame se construit, les liens se tissent et la logique y a toute sa place. Issu d'un milieu intellectuel familial aisé, son parcours scolaire chaotique a tout de suite pris le contre-pied du modèle. Les classes de transition, l'embranchement dans la navigation, les régates, la vie nomade faite de foires et de braderies en sont la preuve. Puis cette contradiction se transforme en contestation. Ses prises de positions contre le service militaire obligatoire qui l'ont d'abord mené en unité semi-disciplinaire ont finis par le faire accusé à tord, en 1974, d'être un investigateur de l'appel des cents. Mais il faut marquer un point d'arrêt, une rupture dans la continuité ; c'est lorsque son fils naît. Il nous fait alors subtilement comprendre que c'est pour lui qu'en 1979 il décide de se sédentariser.

Ses valises se poseront en Vendée, dans la ferme de l'Ilot ; où il sera alors baptisé à vie de ce surnom « le Gars de l'Ilot ». De ce lieu à part, il en tirera à la fois sa richesse et ses déchéances. Passant de l'artisanat à l'art, il se lance surtout dans l'entrepreneuriat. C'est une des originalités de ce personnage aux multiples facettes. Il créa deux entreprises, un centre artistique, déposa la marque « le Gars de l'Ilot », et fut à l'origine de nombreuses associations. Pourtant nombres de ses initiatives se trouvèrent avortées. La responsabilité de la banque dans la destruction de son entreprise ne fut pas reconnue en deuxième instance et s'en suivit l'expulsion de l'Ilot. Ce ne fut pas le seul épisode du genre, puisqu'en 2009 après l'émergence d'un nouveau projet viable, cette nouvelle entreprise fut liquidée à la suite de maintes négociations. C'est ainsi que l'on voit l'ampleur et l'emprise de son histoire de vie sur les idées qu'il peut véhiculer ; alors que tout jeune il réfute le modèle parental, il conteste aujourd'hui le modèle politique français aliéné par toute une culture de la gouvernance qu'il désapprouve. Car si d'apparences, ces expériences ressemblent aux aléas normaux de la vie de tout entrepreneur, la réalité qu'il nous relate ne l'est pas. Sa ferme étant considérée comme exploitation agricole, elle était alors susceptible de générer des subventions européennes exceptionnelles allouées pour l'aide au développement. Cependant ces zones n'étaient subventionnables qu'à partir du moment où elles étaient en activité ; seulement la ferme était un centre artistique. Si ses propos ne furent pas porteurs d'accusations, le doute reste immense face à cette coïncidence temporelle du retrait de la banque à l'instant où, le projet fut connu du Conseil Général, collecteur de ces subventions. Si la révolte fut un temps sa solution, désormais le Gars de l'Ilot appelle à l'évolution. Car nous comprenons aussi une autre chose, sa volonté n'est plus tant de partager le fruit de son vécu, mais d'engager la rage que ses expériences lui ont donné pour construire une réflexion. Son vecteur est le Grenelle du Citoyen. Le Grenelle du Citoyen est comme cette période charnière qui annonce le point décisif. C'est un entre-temps pendant la guerre, la mi-temps pendant un match où l'heure est au dialogue. La trêve entre les différentes parties se doit d'être intelligente. Oui, le « vilain canard » a su cultiver sa différence, mais bien plus qu'une différence, il est aujourd'hui porteur d'une cause qui peut tous nous transcender ; et si l'on pense que les épreuves peuvent briser un homme, la vérité est de dire qu'Hervé a transformé ses échecs en combats. Du scandale du crédit lyonnais, aux zones NC 5B éligibles aux subventions européennes, lorsque son vœu était de révéler au grand jour ces « complots politico-financiers », Hervé s'est enchaîné à la barre du Tribunal des Sables d'Olonne, Hervé s'est enchaîné à la mairie de Sallertaine en signe de protestation. Et c'est de ces démarches tant physiques que morales que vient aujourd'hui la résonnance et la profondeur des mots du Gars de l'Ilot. C'est de cette désobéissance civile. Derrière cela, sa colère est finalement plus profonde. Ce sont les institutions de la Vème République, elles-mêmes, qui ne sont plus adéquates. La France a besoin de se réapproprier les fondements de sa société : la laïcité et la démocratie. Et c'est de part un nouveau fonctionnement étatique que nous améliorerons notre démocratie. C'est de part une redéfinition des compétences données au pouvoir législatif, aux élus en général. Si l'irresponsabilité du Président est synonyme d'immunité dans la Constitution française, Hervé va plus loin en dénonçant cette « irresponsabilité des responsables » qui sont celui des technocrates aveuglés par les intérêts lobbyistes, omettant les citoyens, électeurs silencieux. Le référendum doit redevenir un vecteur central de communication et non plus la chasse gardée des présidents pour assoir leur autorité et la légitimer. L'initiative populaire doit être introduite et affirmer la responsabilité citoyenne comme la base de la vie de la communauté. C'est notamment cette initiative populaire qu'Hervé met en exergue. En amont, elle deviendra la voix de la réforme, en aval, le moyen de contrôle de l'action gouvernementale. Ce n'est pas du bien-dire qu'Hervé nous partage, c'est de la conviction profonde, de la foi ; et plus cet interview avance, plus cela est évident. Il est arrivé à un point de non-retour où cette « épine dans le pied » qui lui ont mise, ne pourra se retirer qu'en donnant enfin de l'écho à sa voix. Il a envie de faire de la politique. Et aussi de la politique économique. Cet inépuisable sujet à la mode, sur toutes les lèvres, de tous les discours est en effet un axe central. Car le modèle économique s'épuise, ou du moins plus il épuise les éléments en gravité autour de lui. Ce système concentrique ira jusqu'à possible implosion. Rappelons-une chose : ce à quoi il tient avant tout est que le débat politique ne s'étende pas à toutes les crises que traverse notre société au risque de vulgariser cette rhétorique. Comme il l'a si justement dit si l'« on a mis la religion à la porte de l'état, elle est en train de rentrer par la fenêtre », et c'est de ça dont il craint. Que ces religions omniprésentes dans les débats, soient si omniprésentes, qu'elles en ficheraient la trouille à cette laïcité française si revendiqué, et favoriseraient alors le communautarisme. Non, Hervé Courty n'est pas descendu dans la rue pour Charlie Hebdo ; non, Hervé Courty ne cautionne pas l'extrémisme des zadistes. Hervé a créé un Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique. Ce Grenelle a pour objectif de proposer des innovations quant au fonctionnement de l'Etat et des institutions. De cette concertation multipartisane devrait naître l'instauration d'une 6ème République. Il faut remplacer le cahier 5ème République ; les pages se sont tournées, les ratures se sont multipliées. Il faut un nouveau cahier, il faut recommencer à bien écrire, à s'appliquer. Il faut la 6ème.

« Il faut passer au stade de la réflexion sur le fond et non sur la forme comme actuellement »

SCULPTURES REALISEES EN STAFF LAQUE

Marianne, la soumission, l'inconscience, la provocation, l'argent, la soumission font partie d'un ensemble appelé VISION, mettant en scène notre société. Chaque sculpture représente un état d'être de notre société.



MARIANNE



LA SOUMISSION



LA REFLEXION



L'INCONSCIENCE



LA PROVOCATION



L'ARGENT



NUS



NUS



Foire exposition St Gilles Croix de Vie 1980



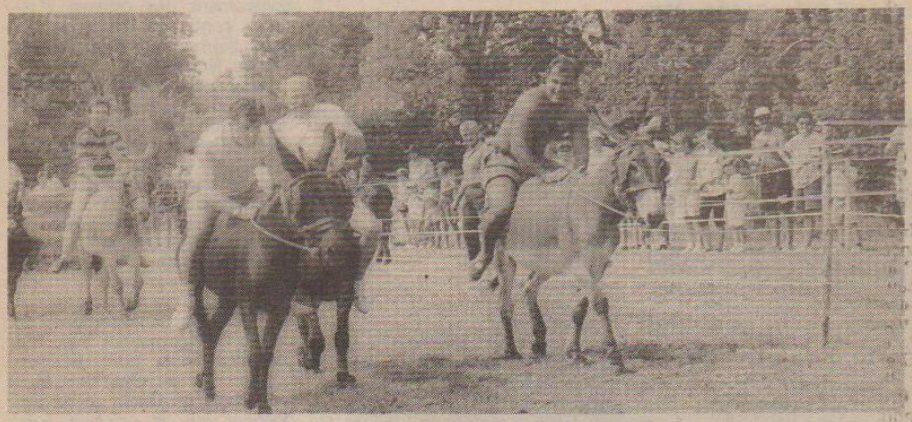
Nantes 1991

Vendée matin
Presse-Océan
ouest
La Résistance de l'Ouest
Co-fondateur : M. C. BERNEIDE-RAYNAL
MERCREDI 22 JUILLET 1992
N° 16311 Tél. 51.62.15.15 3,80 F

Sallertaine

COURSES D'ANES ET ANIMATIONS À L'ILOT

Ambiance champêtre garantie !



Une journée sous le signe des courses d'ânes...

Lundi dernier, le Bourriquett's club organisait à l'Ilot de Sallertaine une course d'ânes. Que d'ambiance. C'est tout simplement loufoque et amusant de voir ces participants se démener afin de faire avancer cet animal ! Qu'importe le classement à l'arrivée, l'essentiel est avant tout de s'amuser comme des enfants. En parallèle à cette animation, Le **« Gars de l'Ilot »** organisait également une exposition artisanale et artistique : peinture sur bois, gravure, aquarelles, fabricant de tam-tam, divers objets d'art, animation musicale... le tout dans une ambiance conviviale et champêtre. Il s'agit donc d'un succès pour une première. **« L'objectif est tout simplement de faire connaitre l'Ilot avec son site naturel, en y développant des activités. À long terme à l'année »** soulignent Philippe Poultier et Hervé, le « Gars de l'Ilot », respectivement président du Bourriquett's club et artisan d'art sur le site de l'Ilot.

Trois autres animations sont prévues les 10 et 24 août, ainsi que le 6 septembre.



et des expositions.

Challans

20 Février 1994

SAUVEGARDER UNE RÉGION

« Gens du marais » : c'est le nom qu'a choisi une nouvelle association dont l'objectif principal est de développer la vie dans la région au niveau économique, social et culturel.

« C'est la survie et l'avenir de notre région qui est en jeu. Il faut à tout prix que nous évitions un nouvel exode rural. Nos enfants doivent avoir envie de rester dans ce Nord-Ouest vendéen ». Josseline Jacquemin sait de quoi elle parle... Maman de six enfants, elle n'a pas vraiment le désir de voir s'en aller ses héritiers. Le scénario de **La terre qui meurt**, écrit par René Bazin, ne repassera pas de nouveau !

Pour éviter cet exode et préserver **« la qualité de vie »** dans la région, Josseline Jacquemin et une vingtaine d'autres passionnés du marais viennent de fonder une association. Tous sont des « Gens du marais » ; c'est le nom de l'association. Un nom évocateur. Un nom inspiré d'un des recueils de photographies de Gérard Rabiller, aussi vice-président de cette nouvelle structure.

Chaque semaine, les « Gens du marais » tiennent des permanences, à la Diligence, au Perrier. Elles ont lieu tous les vendredis de 15 h à 19 h, mais aussi les samedis, tout au long de la journée. **« Nous accueillons tous ceux qui veulent venir nous apporter leurs idées, tous ceux - particuliers, associations, entreprises ou collectivités locales - qui veulent travailler avec nous pour défendre notre marais »**, souligne Josseline Jacquemin.

Cette nouvelle association s'est fixée un périmètre d'action : le Nord-ouest vendéen. Au total, une vingtaine de communes, petites ou plus grandes : de Challans à Barbâtre, de Bouin à Châteauneuf, de Saint-Hilaire-de-Riez à Saint-Urbain, de Sallertaine à Saint-Gervais, de La Guérinière à La Garnache, du Perrier à L'Epine...

L'objectif de « Gens du marais » est lié à l'avenir de cette région nord-ouest vendéenne. **« Nous voulons dynamiser, développer la vie dans le marais au niveau économique, social et culturel »**. Comment ? En lançant plusieurs projets. Parmi eux, celui qui se concrétisera le plus rapidement, la conception, l'édition et la diffusion d'un plan de découverte très précis. Cette carte présentera toutes les activités ayant un attrait touristique : agriculture, gastronomie, artisanat, tradition, culture et, bien sûr, capacités d'hébergement.

D'autres projets vont voir le jour. Parmi eux, la promotion et la participation à des animations chez les membres de l'association. Exemple : chez un potier ou un fabricant de foie gras, les « Gens du marais » organiseront diverses manifestations susceptibles d'attirer des visiteurs, qui **« veulent découvrir autres choses que la plage »**.

Par ailleurs, l'association souhaite relancer **« les vieux marchés »**. **« Ceux où l'on aimait trainer, où c'était un peu le fouillis, c'est vrai, mais on s'y sentait bien »**, explique Josseline Jacquemin. Première commune concernée, Le Perrier. **« On va y refaire le marché d'autrefois avec des producteurs locaux, des artisans traditionnels, des brocanteurs... »** Par la suite, d'autres marchés de ce genre verront le jour. **« Le marais est une belle région, en été comme en hiver. On veut montrer aux gens que ce marais vit toute l'année. Il y a des gens intéressés pour venir se balader dans la région à toutes les saisons. Le tourisme de la côte est une chose, mais beaucoup de gens veulent aussi découvrir l'arrière-pays, le tourisme vert »**, souligne Josseline Jacquemin.

Les Gens du marais

Le bureau de « Gens du marais » est composé de la manière suivante : président, Jean-Hervé Courty ; vice-présidents, Gérard Rabiller et Guy Baranger ; secrétaire, Véronique Lenain ; secrétaire adjointe, Josseline Jacquemin ; trésorière, Viviane Rousseau ; trésorière adjointe, Catherine Ferrand ; membres du conseil d'administration, Michel Nauleau, Mme Godefroy, Nadine Pagnault, Annette Pougeard et Eric Simon.

Renseignements en téléphonant au 51.49.35.44 ou au 51.58.27.08.

Ouest-France
8 juillet 1994

A l'Ilot, à Sallertaine, Jean-Hervé Courty expose ses sculptures

L'art dans une « galerie » de verdure

Dès samedi après-midi, Jean-Hervé Courty ouvre son domaine de verdure au lieu-dit l'Ilot, à Sallertaine. « Marianne », « L'inconscience », « La mort », « La vie »... des sculptures blanches exposées dans une « galerie » de verdure.

« L'Ilot est un lieu magique. » Le sculpteur Jean-Hervé Courty promène son regard sur son domaine. Le calme enveloppe son décor posé au milieu des marais de Sallertaine. Des îles reliées par de petits ponts de bois plongent les pieds dans l'eau. Une eau paresseuse ceinture ces mamelons terrestres. De grands arbres dodelinent sous la brise. Des fleurs jettent des couleurs sur le vert d'une pelouse. Là, semblant sortir du sol, des sculptures jaillissent. Blanches, capiteuses. Leurs formes appellent les caresses. Elles ont noms **« Marianne », « Provocation », « La Vie », « La Mort », « L'inconscience », « Réflexion », « L'exclusion », « La Soumission »...**

Dès samedi, à partir de 15 h, Jean-Hervé Courty ouvre sa « galerie » de verdure aux visiteurs de l'été. Tous les après-midi, excepté le dimanche. Pour mieux appréhender cet art qu'est la sculpture, son atelier attend aussi le public. A l'intérieur, posé sur une table basse, une silhouette de métal. Elle est l'ossature d'une œuvre prochaine. Un squelette aux éléments soudés entre eux. Au fur et à mesure de l'avancement de l'œuvre, une enveloppe de plâtre la recouvrira. Les mains de sculpteur lui donneront vie. Elle quittera sa « maternité » pour faire ses premiers pas. S'installera sur l'Ilot.



Jean-Hervé Courty : « L'Ilot est un lieu magique ».

Appel aux mécènes

De cet écrin du marais, Jean-Hervé Courty désire en faire lieu vivant, peut-être ouvert de Pâques à octobre. Manque le nerf de la guerre, l'argent. Le visage disparaissant derrière une forte barbe, Jean-Hervé Courty peaufine un projet. Ses sculptures, pour l'instant uniques, il aimerait les proposer à des mécènes.

« Une sorte d'action, une souscription. » Les sommes d'argent provenant de ce mécénat lui permettraient de financer des travaux sur l'Ilot. Sur ce site, il envisage de créer **« un centre d'expression artistique autour d'une entreprise artisanale. Cette implantation serait un moteur pour le marais ».**

Loïc FOUQUET.

Parmi les nombreuses visites, un visiteur m'a comparé à un DADA des temps modernes, c'est pour cela que j'ai décidé de me présenter en costume de cette époque. Le mouvement ***Dada*** *ou* ***dadaïsme*** *est un mouvement intellectuel, littéraire et artistique qui, pendant la Première Guerre mondiale, se caractérise par une remise en cause, à la manière de la table rase, de toutes les conventions et contraintes idéologiques, esthétiques et politiques. Ils étaient des mystiques du détail, des taraudeurs et des clairvoyants, des anti-conceptionnistes et des râleurs littéraires.*
Aujourd'hui, j'en appelle à tous les artistes, intellectuels, tous ceux qui désirent un changement, pour qu'ils s'interrogent sur le rôle qu'ils pourraient jouer pour que notre société évolue.

Vendée Matin
29 Août 1994

Challans

CENTRE D'EXPRESSION ARTISTIQUE

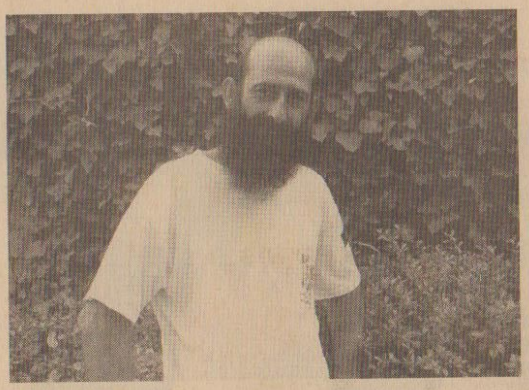
L'association « Les Amis de l'Ilot » vient de naître à Sallertaine. Son objectif : développer un centre d'expression artistique, en même temps qu'artisanal.

Une association vient de naître, du moins officiellement, à Sallertaine. Il s'agit des **« Amis de l'Ilot »**, qui entend rayonner dans le nord-ouest vendéen. **« L'objectif de cette association est de développer un centre d'expression artistique au Grand-Ilot »** explique Jean-Hervé Courty, le président.

Le Grand-Ilot est une ancienne ferme du marais nord-vendéen, située dans la commune de Sallertaine, **« en plein cœur du marais à une dizaine de kilomètres du littoral »**. Cette ferme se composant d'une maison d'habitation, ainsi que d'une grange authentique, s'étend sur 15 000 m². **« Une extension est possible et ce centre d'expression artistique permettra de développer l'artisanat d'art. Son activité dans ses débuts sera saisonnière et s'orientera vers une ouverture annuelle. Différentes activités y seront développées »** poursuit Jean-Hervé Courty.

Perspectives

Les autres membres du bureau sont : vice-président Gérard Rabiller ; trésorière Maryse Barranger ; secrétaire Dominique Menager.



Jean-Hervé Courty : « Notre objectif : développer un centre d'expression artistique ».

Côté perspectives donc, des artistes de tout genre et de tous horizons seront invités à exposer leurs œuvres. **« La grange**, ajoute le président, **sera aménagée en galerie d'art. Les artistes auront aussi la possibilité d'exposer leurs oeuvres en extérieur. L'importance de l'espace permettra de regrouper des artistes d'une même discipline et de plusieurs disciplines à la fois »**.

En ce qui concerne l'artisanat d'art, les membres de l'association envisagent la construction d'un local afin d'accueillir ces artisans (d'art).

La production locale sera privilégiée dans cette activité. **« Ils auront la possibilité de vendre leurs produits sur place ou de faire une vitrine de leurs créations »** ajoute Jean-Hervé Courty.

D'autre part, des journées spéciales seront organisées : accueil de groupes folkloriques, de troupes de théâtre, de chansonniers et de **« toute autre forme d'expression »**. Des expos-ventes sont aussi programmées : produits du terroir, artisanat local, artisanat étranger, brocante, vide-grenier, bourse d'échanges, etc. Des journées d'initiation aux différentes disciplines seront proposées aux enfants (colonies de vacances, classes de mer, classes de découverte, écoles locales) avec possibilité de campement.

Par ailleurs, les membres envisagent aussi de mettre en place des stages de réinsertion pour quelques demandeurs d'emploi. **« Sur le site, parallèlement, une entreprise artisanale y exerce son activité. Autour de la grange, un ensemble de bâtiments respectant le style du pays sera implanté. Dans chaque atelier, un matériau différent sera exploité, comme le staff, le bois, la pierre reconstituée, le fer, le traitement et peinture, la poterie. Les artistes auront la possibilité d'y faire des copies de leurs oeuvres. Le public aura aussi la possibilité de visiter les ateliers et d'être informé sur la conception des produits »** conclut Jean-Hervé Courty.

▪ **Renseignements, association Les Amis de l'Ilot, L'ilot, 85 300 Sallertaine. Jean-Hervé Courty sera d'autre part sur le marché de Sion mardi et vendredi prochain (le matin) ainsi que sur celui de Saint-Jean-de-Monts, le mercredi et samedi pour présenter l'association aux personnes intéressées.**

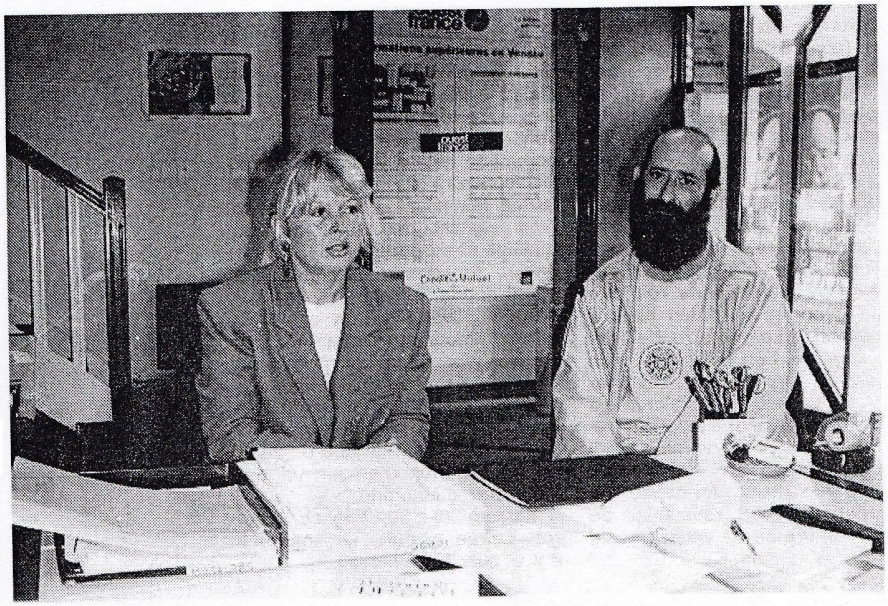
Ouest-France
21 octobre 1994

Les Amis de l'îlot espèrent créer de l'emploi de solidarité

Cent pendules pour un emploi

L'association des Amis de l'îlot lance aujourd'hui sa première activité publique. Une opération de charme qui se tiendra devant l'Hyper U. Objectif avoué : créer un premier emploi sous contrat de solidarité (CES) grâce à la vente de pendules en staff.

« L'objectif de notre association consiste à développer un centre d'expression artistique au Grand-Ilot à Sallertaine. Mais c'est surtout essayer de créer des emplois CES dans le domaine artistique. » Jean-Hervé Courty, président et secrétaire de l'association, espèrent donner ce week-end à Challans le coup d'envoi d'une aventure qu'ils veulent très sociale. « Nous avons fabriqué des pendules en staff que nous donnons à l'association pour le démarrage. Il suffit que nous en vendions cent aujourd'hui vendredi et demain et nous assurerons notre premier emploi en contrat CES. A l'avenir ces pendules et d'autres objets artistiques pourraient être fabriqués et vendus par des personnes en contrat emploi-solidarité. »



Jean-Hervé Courty : « créer des emplois CES dans le domaine artistique ».

Se faire connaître

L'autre souhait du week-end c'est de faire découvrir l'association, « **nous avons besoin de gens, de bénévoles pour partir avec nous dans le projet.** » Plusieurs grands types d'activité sont en effet envisagés. « **Pour chacun, il nous faudra une personne pour encadrer, un tuteur. En fait une personne d'expérience qui transmettra son savoir.** » Au menu des artistes, le staff, le bois, la pierre reconstituée, le fer, la poterie... « **Nous présenterons chaque activité de façon ponctuelle.** » L'association prévoit aussi la création d'une galerie d'art, une exposition d'artisanat d'art, une exposition et vente de produits du terroir, des activités ponctuelles (accueil de groupes folkloriques, chansonniers, vide-greniers, etc). « **A terme l'association devra s'autofinancer et avoir un fonctionnement totalement autonome avec les personnes employées en contrat de solidarité. A nous de montrer aujourd'hui ce dont on est capable et je crois qu'en matière d'emploi, les gens seront prêts à nous aider.** »

Vendée matin
Presse-Océan
Ouest

La Résistance de l'Ouest
Co-Fondateur : M. C. BERNEIDE-RAYNAL
MERCREDI 19 AVRIL 1995
N° 17143 Tél. 51.62.15.15 4,20 F

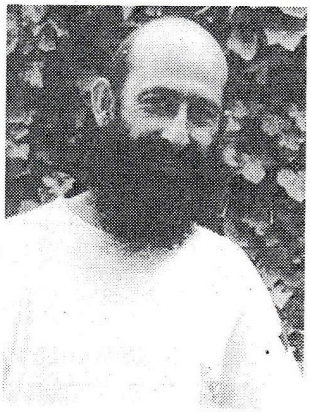
LE CENTRE D'EXPRESSION ARTISTIQUE AVAIT ÉTÉ FONDÉ IL Y A HUIT MOIS

L'association Les Amis de l'ilot dissoute

Le communiqué est laconique. Trois lignes seulement : **« Les membres du bureau Les Amis de l'ilot viennent de dissoudre leur association. Ils présentent leurs excuses aux personnes qui ont espéré en leur projet et remercient celles qui ont cru et soutenu leur initiative ».**

C'est clair, l'association Les Amis de l'ilot vient de se saborder huit mois après sa naissance. Elle avait été fondée à Sallertaine en août de l'an dernier autour, entre autres, de Jean-Hervé Courty, qui fut alors élu président de l'association.

Le groupe Les Amis de l'ilot avait de nombreux projets. Parmi eux, celui de mettre en place des ateliers artistiques, qui devaient générer quelques emplois. C'était aussi un moyen de faire mieux connaitre le travail des artistes de la région. Au travers leur Centre d'expression artistique, les responsables des Amis de l'ilot voulaient également proposer des stages d'initiation et de création ouverts à tous. Tout cela s'arrête aujourd'hui.



Jean-Hervé Courty était le président de cette structure.

Pourquoi une dissolution huit mois après la mise en route de cette association ? Jean-Hervé Courty, visiblement amer, ne souhaite pas s'étendre sur le sujet et les explications diverses. Les promesses d'aides non-tenues de la part, entre autres, de quelques élus de la région sembleraient toutefois à l'origine de cette décision.

V

L'association avait proposé ses animations aux différentes communes, mais ses idées étaient reprises soit par une association où par une union de commerçants soutenues par leur conseil municipal. Aucune aide financière n'a été demandée, seulement un soutien moral qui au début avait été favorable mais les portes se sont fermées au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Un chèque de plus de 8000 fr avait été remis aux Restos du Cœur lors de sa liquidation.

Presse Océan 22/1/1997

CLIN D'ŒIL !

Jean-Hervé Courty a sculpté sa Marianne

La salle du conseil municipal accueillera-t-elle un jour une Marianne ? C'est le vœu de Louis Ducept, qui l'a déclaré jeudi dernier en conseil (**notre édition de lundi**). Indiquant que le Département verse désormais une aide financière à toute commune qui achète une œuvre d'un artiste vendéen, le maire de Challans a déclaré : « **Pourquoi ne pas orner notre salle du conseil avec un buste de Marianne ? Pour ma part, j'y serais favorable** ».

Jean-Hervé Curty, artiste-sculpteur de Sallertaine, a saisi l'anecdote. « **J'ai une Marianne et elle est vendéenne** ». Photo à l'appui, Jean-Hervé Courty fait découvrir sa vision du visage de la République. Une Marianne très... personnelle et peu habitelle ! « **C'est l'état de la société : on vit dans une société, dans un système complétement à l'envers** ».

A l'instar de sa Marianne, Jean-Hervé Courty a déjà réalisé d'autres statues. Elles représentent, entre autres, la conscience, l'inconscience, le règne de l'argent, la soumission, la provocation... Toutes ornent, pour l'instant, le jardin de la maison de Jean-Hervé Courty.



Une vision peu habituelle de la République...

Lors de son lancement, le magasine Marianne avait solicité les lecteurs d'envoyer un texte pour être pubié dans la rubrique « Courrier des lecteurs », j'avais profité de cette occasion pour m'exprimer.



L'essentiel ne doit pas être oublié

A FORCE de parler des grandes causes, l'essentiel tombe dans l'oubli. Pour l'individu, la liberté aurait dû rester un droit. L'égalité, une réalité. Et la fraternité, un respect. Notre société doit réfléchir sur l'irresponsabilité des responsables et sur la responsabilité des irresponsables. L'intelligence se doit d'être intelligente. Toute valeur reste relative, les croyances ne sont qu'une approche de la vérité.

La démocratie n'a plus de sens et la Ve République est devenue un non-sens. A vous les faiseurs, assez de chamailleries et sachez qu'il n'est plus raisonnable de vous confier notre avenir et celui de notre société. L'histoire appartient au passé, nous, nous écrivons notre avenir. L'évolution est préférable à la révolution. Je souhaite que cet appel devienne un cri. Raison d'Etat, raison d'être : la Ve République a-t-elle toujours sa raison d'être ?

JEAN-HERVÉ COURTY, PARIS

Ouest-France
Vendredi 4 juin 1999

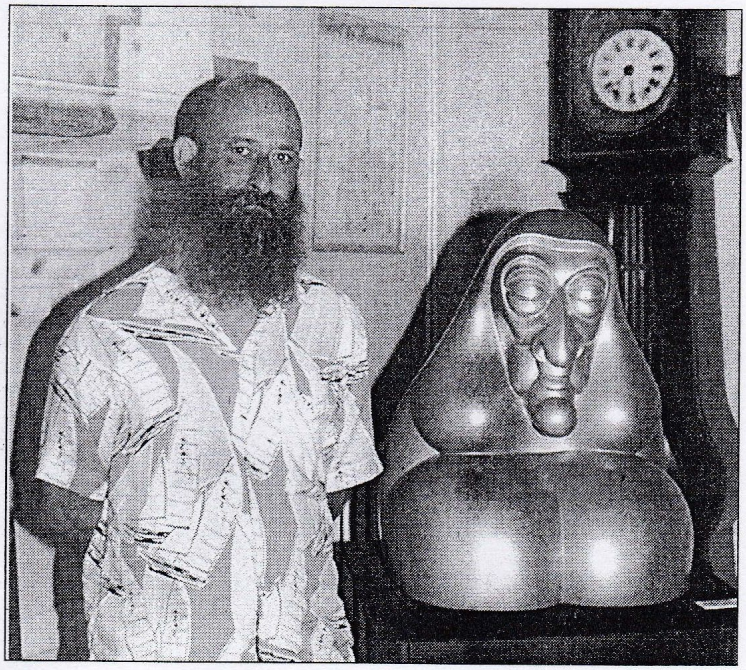
Saint-Hilaire-de-Riez

J.-H Courty donne des formes à ses visions

Une expression nouvelle s'immisce dans la culture de Saint-Hilaire-de-Riez. Jean-Hervé Courty présente, sous forme de modelages, quelques-unes de ses « visions », au café du Centre, jusqu'à la fin du mois.

Autour du zinc convivial du café du Centre, lieu de rencontres sympathiques entre clients de passages et habitués, c'est toute une atmosphère qui s'est installée depuis le 29 mai. Les conversations sont alimentées par la présence de formes modelées reconnaissables entre des sculptures d'ombres nues et la matérialisation de sentiments les plus divers. Derrière tout cela, Jean-Hervé Courty est parfaitement à la démesure de son œuvre. Le personnage est campé : chauve et barbu, comme tout droit sorti d'un conte philosophique. Ses motivations sont précises, exprimées grâce à la matière travaillée, modelée, lissée, polie et vernie jusqu'à la perfection. Le résultat, quant à lui, est livré brut aux imaginations du commun des mortels qui, passant devant le doigt de la sagesse, n'y verra qu'un sexe dressé ou face à « Marianne » sera prêt à renier ses plus profondes idées républicaines.

Aujourd'hui, l'artiste a voulu exposer sa vision de Marianne (justement), de l'argent, de la soumission, de la réflexion, de la provocation et de l'inconscience. Une première exposition à Saint-Hilaire-de-Riez de la part de cet Hilairois, qui s'est installé en 1985 à Sallertaine. Visionnaire matérialiste, d'autres formes concerneront bientôt « le profit », « la conscience », « l'exclusion », « la misère » et « la vie ». Le premier de ses objectifs est exprimé derrière un message : **« Que ma réflexion de « vision » serve à la réflexion. »**



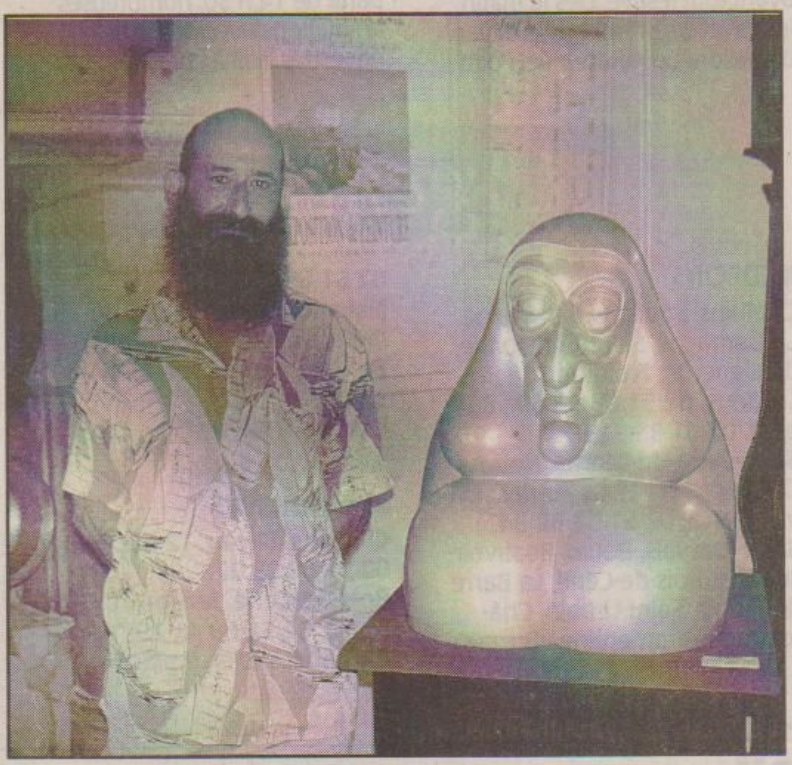
Marianne est la maîtresse pièce de l'artiste et le tout premier de ses « seins bols ».

A découvrir et apprécier dans le bourg de Saint-Hilaire, jusqu'au 27 juin.

Vendée Matin 12 juin 1999

Le sculpteur Jean-Hervé Courty fait rimer talent avec provocation

Il recherche à travers des symboles un rapport philosophique sur les travers de la société. Un tantinet provocateur, Jean-Hervé Courty expose ses surprenantes sculptures au café du Centre jusqu'au 27 juin.



Sa Marianne ne semble pas la femme idéale de la République

Jean-Hervé Courty est un sculpteur qui commence à émerger. Un tantinet provocateur, il recherche à travers des symboles un rapport philosophique et de réflexion sur les qualités et les travers de la société. Ses sculptures épousent des formes à double sens et restituent de folles courbes où l'imagination du visiteur est souvent mise à rude épreuve.

Sa Marianne semble revenir de la nuit des temps… Elle n'est pas la femme idéale de la République mais semble être de retour d'un long voyage à travers un conte fantastique.

L'imagination de Jean-Hervé Courty est sans bornes ; il se plaît à dresser un doigt provocateur qui invite à découvrir les méandres de la nature humaine. Son travail sur trois femmes l'entraîne vers la soumission inconsciente.

Artisan de métier

Originaire de Clamart où il est né le 20 janvier 1953, cet homme de réflexion a le talent d'un sage qui sait prendre du recul sur la vie des hommes. Artisan de métier, il travaille avec passion tous les matériaux, la terre comme le métal qu'il polit amoureusement jusqu'à effacer les formes et les rendre aussi douces qu'une caresse.

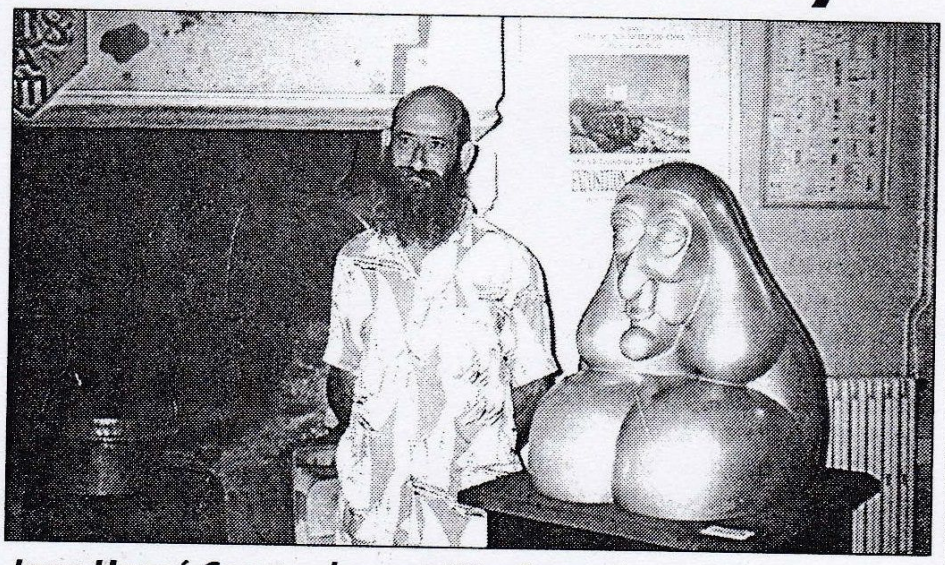
Le petit gars de l'Îlot, où il habite près de Sallertaine, n'a certainement pas fini de faire parler de lui. Il déjà à son actif les salons d'art plastique de Poitiers, Cholet, Bordeaux et La Rochelle. Il s'amuse à regarder la société et lui donne une réflexion sur sa vision.

L'exposition que propose Jean-Hervé Courty se déroule au café du Centre, à Saint-Hilaire-de-Riez, jusqu'au dimanche 27 juin.

Courrier Vendéen
N°176 du 3 au 9 juin
1999

CAFÉ DU CENTRE

Les sculptures de Jean-Hervé Courty



Jean-Hervé Courty devant "Marianne"

QUI ne connait pas Jean-Hervé Courty? Depuis de longues années, sa silhouette est familière car travaillant dans l'artisanat d'art, il vend sa production sur tous les marchés de la région où il est plus connu sous le nom du «Gars de l'Ilot».

Originaire de la région parisienne, Jean-Hervé Courty s'est installé en 1979 à Saint-Hilaire, puis à Sallertaine, au lieu-dit, l'Ilot, au coeur du marais, où il demeure toujours. Il a commencé la sculpture en 1992 en créant «Marianne», son oeuvre préférée **«sans doute parce qu'elle est la première».**

Ses créations sont en staff vernis de couleur noire ou blanche, argentée ou dorée. C'est un matériau original et nouveau. Jusqu'à présent, les thèmes qu'il interprète sont: l'argent, la provocation, l'inconscience, la réflexion. Il ne nie pas le message qu'il veut faire passer dans ses oeuvres. Actuellement ses réflexions se portent sur l'exclusion, le profit, la conscience, la misère, la justice, le pouvoir et la morale.

Ses premières expositions sont récentes: en septembre 1998, il a participé au salon d'Arts Plastiques d'Angers, puis à celui de Cholet en octobre 1998, à celui de Bordeaux en janvier 1999 en enfin celui de la Rochelle en avril dernier. Il a reçu la médaille de la Chambre des Métiers de la Charente-Maritime. Il souhaite monter de nouvelles expositions dans la région, très prochainement. **Exposition jusqu'au 27 juin au Café du Centre à Saint-Hilaire.**

Jeudi 21 mars 2002

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

Contestant la justice, il s'enchaîne à la barre du tribunal des Sables

Un couple de Sallertaine refuse que la justice lui saisisse sa maison. L'intervention des policiers a été nécessaire, hier, pour désenchaîner le contestataire.

C'est une première dans la salle d'audience du tribunal des Sables-d'Olonne qui s'est déroulée hier en début d'après-midi : un homme, Jean-Hervé Courty, s'est enchaîné à la barre. Il proteste contre une décision de justice qui l'oblige, avec son amie, Dominique Ménager, à quitter leur maison de Sallertaine, sur saisie immobilière.

> ***« Dénoncer un système politico-financier qui a détruit notre vie »***

Dans la matinée, l'homme avait prévenu par fax les médias : « *Je vais créer un événement majeur, cet après-midi, à 14 heures dans l'enceinte du tribunal de grande instance. Ceci afin de dénoncer un système politico-financier qui a détruit notre vie. Vous me reconnaîtrez, je suis en fauteuil roulant* ». Sans aucun autre commentaire.

Hier, c'est à 14 h 15 qu'un homme arrive en fauteuil roulant, poussé par une femme. Les deux personnes entrent dans la salle d'audience où une séance de vente de biens immobiliers se termine. L'homme, Jean-Hervé Courty s'avance vers la barre sous les yeux de quelques avocats qui attendent le début d'une séance suivante, sort une poche plastique de son blouson qui contient une chaîne et un cadenas et s'enchaîne à la barre.

Visiblement, l'homme est calme, mais déterminé. Il s'adresse alors aux personnes présentes, dont le juge M. Bury, informé de la situation et du président Ponsard, et expose ses difficultés. Tout a débuté en 1990, lorsque sa compagne, Dominique Ménager crée une entreprise artisanale de vente de cadeaux souvenirs à Sallertaine. Tout semble aller pour le mieux, le couple décide alors en 1992 d'acheter une fermette au lieu-dit L'Îlôt, dans les marais de Sallertaine, sur une zone de 7 hectares, classée en zone NC 5B, c'est-à-dire susceptible de donner droit à des aides financières en cas de projet. C'est le cas, le couple décide de créer un centre d'expression artistique. La banque, le Crédit lyonnais accepte ce projet, les autorisations administratives sont accordées, le Conseil général de Vendée accepte de donner une subvention dans le cadre d'une directive européenne. Seule la Chambre d'agriculture refuse « *sans motif particulier* », indique Jean-Hervé Courty.

« *Immédiatement, la banque se retire, elle aussi sans donner d'explication* », explique l'homme. « *Plus, elle nous demande de rembourser les emprunts déjà accordés, soit près de 106 700 euros* ».

Photo Yvan Baudoin



A la demande du président du tribunal, les policiers sont intervenus pour couper les chaînes de Jean-Hervé Courty.

Un coupe boulon pour enlever les chaînes

Une procédure est alors engagée auprès du tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon qui, aux dires de Jean-Hervé Courty, « *déboute la banque* ». Celle-ci fera appel, la cour d'appel de Poitiers, conclura, toujours selon Jean-Hervé Courty à « *la culpabilité de la banque mais pas à sa responsabilité. Nous sommes donc condamnés à assumer les dettes* ».

Les années passent et une procédure de saisie immobilière est instruite, avec liquidation judiciaire : la maison de Sallertaine va être saisie. « *À ce stade de la procédure, le couple est dans l'obligation d'être assisté d'un avocat, que ce soit pour une demande d'aide juridictionnelle ou de la constitution d'un dossier de surendettement, mais aussi afin de trouver une solution pour éventuellement éviter la saisie. Ce qui n'apparaît pas dans le dossier* », explique le juge M. Bury.

Le juge indique également que dans un tel dossier de contestation de saisie, le fait d'écrire à différentes administrations, voire même, comme c'est le cas, au Président de la République, n'entre en aucun cas dans le déroulement de l'affaire.

Bref, aujourd'hui le couple est au bord du gouffre, l'action d'hier après-midi de Jean-Hervé Courty : « *a, non seulement l'objectif d'éviter la saisie de ce qui nous reste, mais de regrouper tous ceux qui sont comme nous, en dénonçant le fonctionnement de ces soit disant aides accordées par le Département et qui, compte tenu de notre situation géographique nous poussent en réalité à la faillite* ».

C'est à 15 h 30, sur appel du président du tribunal que les policiers sablais ont dû intervenir pour couper les chaînes de Jean-Hervé Courty.

Yvan Baudoin

Jeudi 21 mars 2002

Faits Divers

Les Sables Vendée Journal 10

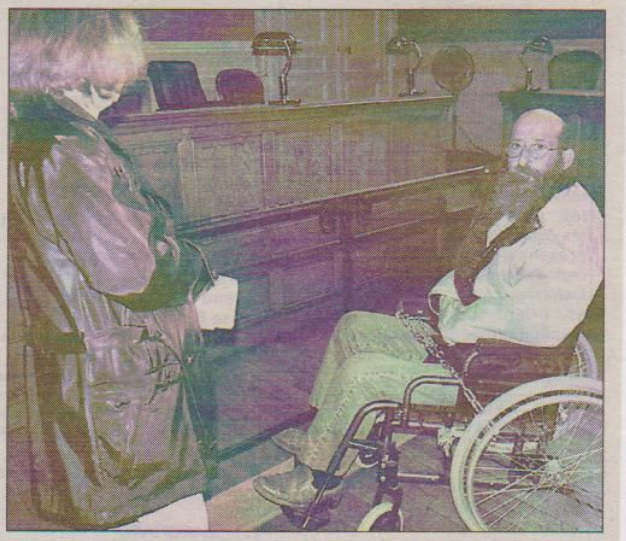
Se disant victime d'un "système politico financier"

Un homme s'enchaîne à la barre du tribunal

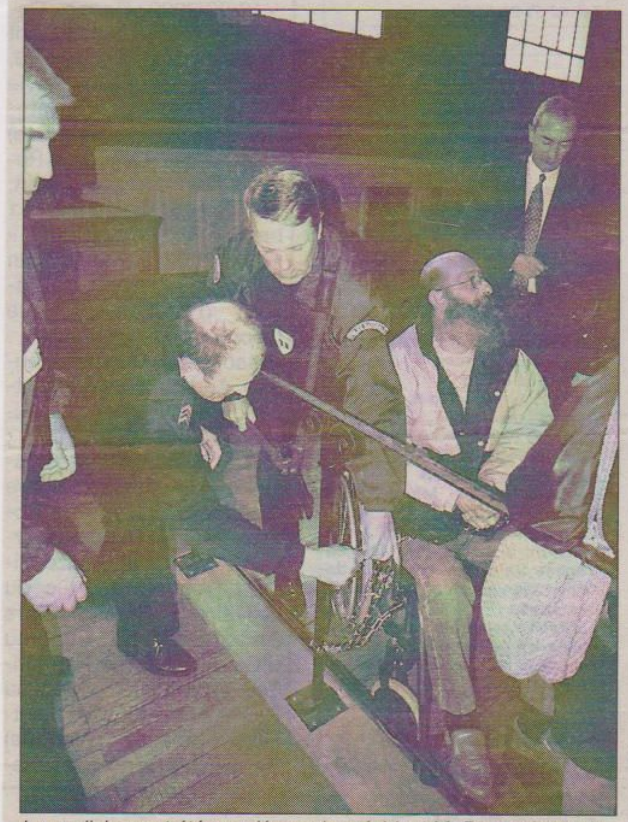
Décidément, en cette période, il se passe de bien drôles de choses aux Sables d'Olonne. Mercredi dernier en effet, le Tribunal de Grande Instance des Sables d'Olonne a sans doute vécu l'un des grands moments de son histoire. Il était environ 14 heures lorsqu'un homme en fauteuil roulant a pénétré sans la salle d'audience et s'est délibérément enchaîné à la barre des témoins. Pendant une petit demi heure, il restera ainsi son propre otage, justifiant son geste par une impérieuse nécessité d'être entendu par les magistrats.

Jean Hervé Courty n'a apparemment rien d'un déséquilibré et il n'a pas agi sous le coup d'une subite pulsion. Son geste était en fait mûrement réfléchi et il suffit pour s'en convaincre de lire le fax qu'il a expédié dans les rédactions , le matin même de son action : **"je vais créer un événement majeur, cet après midi à 14 heures, dans l'enceinte du tribunal de Grande Instance. Ceci afin de dénoncer un système politico-financier qui a détruit notre vie".**

Ses malheurs avec la justice ont débuté en 1992 lorsqu'il achète une fermette dans les marais de Sallertaine pour y créer un Centre d'Expression Artistique. Classée en zone NC5B et donc susceptible de recevoir des subventions européennes, cette implantation est tout d'abord approuvée par la banque, qui donne son accord sur le plan de financement puis par le Conseil Général de la Vendée mais, en revanche elle essuie un refus **"sans motif"** selon M. Courty, de la Chambre d'Agriculture. Ce refus incite la banque à se retirer de ce projet et au bout de six mois, cette même banque demande à M. Courty et à sa compagne Mme Dominique Ménager de rembourser les emprunts déjà accordés pour l'ouverture d'une entreprise artisanale **"cadeaux-souvenirs"** soit une somme de plus de 100.000 euros.



Jean Hervé Courty s'est enchaîné à la barre des témoins



Les policiers ont été appelés par le président M. Ponsard pour libérer le "pertubateur".

Le président appelle la police

Jean Yves Courty entame donc une procédure et dans un premier temps le tribunal de commerce de la Roche sur Yon donnera tort à cette banque. Cette dernière fera appel et le tribunal de Poitiers reconnaîtra lui, la culpabilité de la banque mais pas sa responsabilité. Les deux plaignants sont donc toujours obligés de rembourser leurs emprunts. Au bout de plusieurs années, une procédure de saisie immobilière est instruite et celle-ci doit aboutir à la liquidation judiciaire et à la saisie de la maison de Sallertaine.

C'est la raison pour laquelle M. Courty a décidé d'employer la manière forte ce mercredi après-midi pour se faire entendre et bien entendu éviter la saisie et la vente aux enchères de sa maison, mais également pour se faire connaître par tous ceux qui comme lui, dit-il : **"se sentent victimes du système et souhaiteraient se regrouper pour défendre leurs intérêts"**. M. Courty a retenu l'attention des magistrats et notamment du président du tribunal M. Ponsard, en revanche ce dernier ne pouvait laisser pourrir cette situation et en vertu de ses pouvoirs d'audience, il devait faire appel aux fonctionnaires du commissariat des Sables d'Olonne, afin qu'ils libèrent l'enchaîné volontaire. C'est ce qu'ils firent rapidement grâce à l'utilisation d'un impressionnant coupe-boulons et sans que M. Courty n'oppose la moindre résistance. Ce dernier est d'ailleurs reparti libre, bien décidé toutefois à continuer à faire parler de lui.

G.H.

Lundi 22 Avril 2002
VENDEE-MATIN

FAITS DIVERS

Sallertaine

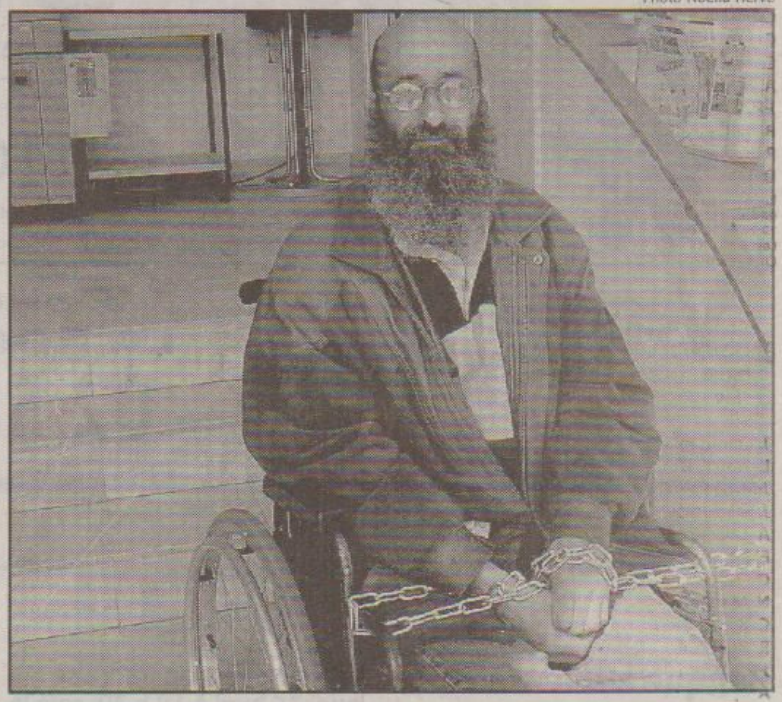
Un homme enchaîné à la rampe d'escalier à la mairie

Challans.- Il était 15 h 45, hier, lorsque Jean-Hervé Courty, accompagnée de son amie, Dominique Ménager, s'est enchaîné à la rampe d'escalier de la mairie de Sallertaine. Il proteste contre une décision de justice qui les oblige à quitter leur maison de Sallertaine, sur saisie immobilière et souhaite alerter le président de la République de sa venue à l'Élysée, demain, mardi 23 avril.

Une action le jour du 1er tour de l'élection présidentielle

Le premier tour de l'élection présidentielle, une aubaine pour cet homme qui souhaite se faire entendre. Voilà maintenant 10 ans que Jean-Hervé Courty et Dominique Ménager se battent contre une décision de justice qu'ils considèrent inacceptable. Dix ans durant lesquels ils ont alerté les plus hautes instances sans avoir eu de réponses concrètes. Dernièrement, Jean-Hervé s'est enchaîné à la barre du tribunal des Sables d'Olonne, puis, il a une nouvelle fois adressé un courrier au Président Chirac. Mais il est sans nouvelle. Face à ce manque de réponses il a décidé de poursuivre son action : *« je souhaite faire bouger les choses et en parler. J'aimerais savoir pour qui nous prend le président de la République. Je ne demande pas grand chose si ce n'est une réponse. Par cette action aujourd'hui, je tiens à l'informer de ma venue à l'Élysée mardi. J'y serais à 10 heures et je compte bien être reçu »*. Enchaîné à la rampe d'escalier, Jean-Hervé accueillait, hier, les électeurs à sa manière. Beaucoup n'ont montré guère d'intérêt à cet événement : *« l'attitude des gens est lamentable. À 17 h 30, je suis toujours au même point et personne semble se soucier de ma présence. Le maire est venu me voir à 16 h 05, il est au courant de la situation, mais il attend la fermeture du bureau de vote, à 18 h, pour me déloger »*.

Photo Noëlla Hervé



Jean-Hervé Courty mène son combat depuis 10 ans.

Noëlla Hervé

Conclusions que j'ai produite au tribunal de grande instance des Sables d'Olonne comparaissant pour violence sur personne dépositaire de l'autorité publique sans incapacité.

Monsieur Le Juge,

J'ai décidé de ne pas me faire assister d'un avocat car pour défendre la vérité, on peut le faire soi-même. Pour cela il suffit d'être sincère et honnête.

Aujourd'hui je dois répondre de violence volontaire envers Me Lionel Paty, notamment d'avoir porté des coups. Les coups portés n'étant que des gifles, cette agression physique n'a entraîné aucune incapacité ce qui prouve la faiblesse des coups portés.

Pour mieux comprendre cette attitude, j'aimerai, monsieur Le Juge, vous exposer les événements qui m'ont amené à cette violence. Je vous épargne le récit de la multitude de petits incidents qui sortis de leur contexte peuvent paraître dérisoires aux yeux de certains mais à force de les subir ils peuvent provoquer l'exaspération. Je vous fait grâce de l'énumération des nombreux courriers adressés aussi bien aux administrations qu'à la classe politique. Je ne vous rapporterai pas les entretiens que j'ai pu avoir car à force de frapper aux portes certaines se sont ouvertes. Nombreux de mes interlocuteurs confirmant mes dires n'ont pu que m'avouer leur impuissance, mais toutes ces discussions se faisaient en "voix off" comme disent les gens de la France d'en haut. Je ne vous évoquerai donc que les moments forts qui jalonnent ma vie et ce depuis 12 ans pour mettre en évidence l'injustice que je subis. Je sais qu'il est facile de crier à l'injustice mais combien il est difficile d'en supporter une.

En 1992, date du début de mes ennuis, notre banque c'est volontairement désengagée du contrat convenu sans motif justifié, cette attitude allait entraîner la faillite de mon projet. J'ai subi. Je me suis résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

En 1994, j'ai appris que derrière cette destruction volontaire se cachaient des magouilles de subventions européennes, j'ai voulu le dénoncer, je n'ai eu comme réponse : un avertissement pour menaces de la part du procureur de la république (Pièce jointe n° 1). J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le juge.

En 1994, je me suis retrouvé avec un fusil pointé sur le ventre par un membre de la secte politico-financière Vendéenne. Après avoir été entendu par le gendarme qui avait constaté les faits sur place, je me suis entendu dire par celui-ci et je crois être assez fidèle en vous rapportant ses propos car il y a des mots qui marquent, des phrases que l'on n'oublient pas, je cite : Je vous donne un conseil, monsieur Courty, retirez votre plainte car vous le savez ces gens là ont le bras long, c'est leur parole contre la vôtre, vous avez déjà assez d'ennuis, ce n'est pas la peine de vous

en rajouter d'autres. J'ai retiré ma plainte. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

En 1996, le tribunal de commerce de la Roche sur Yon a reconnu l'entière responsabilité de la banque dans la faillite de l'entreprise. J'ai cru en la justice. J'ai espéré qu'on aillait enfin reconnaître que j'étais victime d'un système.

En 1999, la cour d'appel de Poitiers a renié les conclusions du tribunal de la Roche sur Yon car le juge à suivi la plaidoirie de l'avocate du Crédit lyonnais m'accusant d'avoir mis en péril l'entreprise par des prélèvements personnels. Arguments déjà utilisés en première instance , notre avocat avait prouvé que ces accusations étaient infondées. Depuis ce jour une question hante mon esprit en sachant que je n'aurai certainement jamais de réponse: La décision de ce Juge est-elle due à de l'incompétence ou à une soumission à des forces occultes. Cette décision fût lourde de conséquences car elle allait mettre en branle la terrible spirale destructrice de l'exclusion. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

Le 20 mars 2002, je me suis enchaîné à la barre de ce tribunal pour dénoncer le drame que je vivais. La presse m'a entendue, la justice ne m'a pas écoutée. Je me suis exprimé. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

Le 21 avril 2002, jour des élections présidentielles, je me suis enchaîné dans la mairie de Sallertaine pour une nouvelle fois espérer mettre à jour le désastre de ma vie. Après avoir arrosé les résultats électoraux, le maire et une partie de son conseil ont fait leur propre police, façon service d'ordre de bal populaire. Le maire expulsant ma femme en la malmenant comme une vulgaire botte de paille alors qu'elle se remettait difficilement d'une opération récente d'un cancer d'un sein. Les conseillers municipaux se chargeant de moi en me tombant à 5, 6 sur le dos. Libéré de mes chaînes, j'ai été expulsé manu militari et jeté en pâture au nombreux public curieux de connaître l'épilogue de l'événement du village qui durait depuis le début de l'après-midi. Chauffée par l'attitude du maire et de ses conseillers, j'ai cru que j'allais me faire lyncher par cette foule d'excités, à tel point qu'un conseiller ayant compris que la situation était entrain de dégénérer m'en a extrait à grand cris autoritaires. S'en est suivi, ce que l'on a appelé en d'autres temps, une ratonnade. Avec son flot d'insultes, de cris de haine, de propos racistes, le tout sous le regard complaisant du maire. Pour mieux comprendre l'horreur de la situation, depuis 6 mois, j'étais cloué dans un fauteuil roulant car je souffrais d'algodystrophie à forme évolutive. Maladie ou il faut éviter toute forme de coups, le moindre choc entraînant de violente douleurs en ayant des conséquences désastreuses. Pour vous dire, lors du coup de force bestial des conseillers municipaux, ceux-ci m'ont esquinté la cheville gauche me laissant des séquelles qui me font souffrir encore aujourd'hui. J'ai eu peur. J'ai eu mal. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

Le 23 avril 2002, je me suis présenté à l'Elysée comme la presse l'avait annoncé. Je voulais une nouvelle fois essayer d'alerter directement le Président de la République. Même si j'ai été accueilli à grand renfort de CRS, d'inspecteurs des RG, d'inspecteurs de la DOP, je n'ai pas pu me faire entendre. Aussi bien à l'Elysée, qu'à Matignon, qu'à l'Assemblée Nationale l'affaire est connue mais toutes les portes sont restées fermées. J'ai vite compris que le Président de la République était plus soucieux de son avenir que du sort d'un de ses administrés. Je suis rentré en Vendée.

Le 11 juin 2002, j'ai adressé un courrier au 1er ministre, tout en lui faisant un résumé de mon histoire(Pièce jointe n° 2), je l'invitais à assister à l'inauguration du "Jardin de Vaulieu", création de la Mairie de Sallertaine, piètre copie de mon projet détruit. C'est ça le système Vendéen, l'Exception Vendéenne. On laisse faire les créateurs, on regarde comment faire, on détruit, on récupère, on en tire les honneurs. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

Le 27 juin 2002, j'ai écrit au Président de la République, énième appel au secours. Je lui ai fait part de ma crainte que la situation finisse dans la violence (Pièce jointe n° 3). Rien a bougé. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

En novembre 2002, le Président de la République a amnistié le maire et les conseillers municipaux de la mairie de Sallertaine, faits reconnus par la justice (Pièce jointe n° 4). Certes j'aurais pu engager une procédure pour obtenir réparation des dommages subi mais ce n'est pas pour l'argent que je me bats mais pour la morale. Amnistiés, alors que pendant le même temps j'entendais dire que l'amnistie ne couvrirait pas les contrevenants occupant une place de parking pour handicapés. J'ai eu le sentiment à cette époque d'avoir moins d'importance qu'une place de parking. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'actes de violence, monsieur le Juge.

Quand 4 jours avant notre expulsion, le commandant de la gendarmerie de Challans s'est présenté à notre domicile accompagné de 2 gendarmes, celui-ci se voulait rassurant car il ne procéderait pas à l'expulsion: Qu'aujourd'hui on expulsait plus les gens comme ça sans être relogés, qu'il serait là pour éviter toute violence, qu'il transmettrait notre refus de quitter les lieux au Préfet et celui-ci aviserait. Donc ça nous laissait encore du temps avant d'être expulsé, d'après lui. Je l'ai cru, j'ai espéré un répit dans notre drame.

Le 1 juillet 2003, jour de notre expulsion, plutôt que de respecter ses dires, le commandant de la gendarmerie de Challans nous laissait le temps nécessaire pour prendre nos effets personnels et en cas de refus il n'hésiterait pas à utiliser la force. J'ai obtempéré. J'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le Juge.

Dès le 1er juillet , les rapports furent tendus avec Me Paty. Il était au courant de mon histoire et comme beaucoup d'autres il avait compris le système vendéens mais comme les autres il se taisait. Il savait qu'il était devenu le bras armé d'un système qui n'a plus rien à voir avec les principes démocratiques qu'est censé représenter la République. J'avais d'ailleurs exprimé mon inquiétude aux gendarmes quant aux possibilités de récupérer mes biens.

De rendez-vous en rendez-vous annulés, il a fallu attendre le 18 juillet pour commencer notre déménagement. N'étant pas payer, Me Paty ne voulait pas nous accorder de temps.

Le 20 juillet, alors que Me Paty téléphonais pour annuler une nouvelle fois le rendez-vous convenu, j'ai menacé Me Paty de lui en mettre une s' il continuait à se comporter ainsi. Comme le prévoit la loi, il devait nous laisser le temps nécessaire pour récupérer nos biens. A la suite de cette altercation, un accord de principe avait été convenu entre Mme Ménager et Me Paty : Si la maison était vidée le 1er août, il nous accorderait du temps pour déménager notre outil de travail, de mon coté j'acceptais de ne plus adresser la parole à Me Paty.

Le 27 juillet 2003, j'adresse un courrier au Ministre de l'Intérieur pour lui faire part de mes craintes de ne pouvoir récupérer mes biens (Pièce jointe n° 5)

Le 1er août 2003, jour de l'incident, malgré les 3 après-midi que nous avait accordé Me Paty, nous avions tenu l'engagement convenu, la maison était vide. J'ai demander à ma femme de voir avec Me Päty comment nous allions procéder pour vider notre atelier. A notre grande surprise, Me Paty nous annonçait que le temps qui nous était imparti était expiré et par conséquent, tout ce que nous n'avions pas déménagé était perdu. La colère m'a pris, après avoir copieusement insulté Me Paty, je préférais partir car j'ai senti que j'allais dépasser les limites de ma raison, que j'allais devenir violent. Je lui est dit qu'il avait de la chance de ne pas tomber sur un méchant car il pourrait prendre un coup de fusil pour ce genre d'attitude. Je suis monté dans mon véhicule et je suis parti. Malgré la violente colère qui m'habitait, j'ai encore subi. Je me suis une nouvelle fois résigné. Je n'ai pas commis d'acte de violence, monsieur le juge.

Une fois seul dans mon véhicule, tout en roulant, j'ai pris conscience de ce qu'il m'arrivait, je quittais une dernière fois ma maison, abandonnant tout, mon passé, mes outils, mon travail, mes souvenirs, j'était SDF. J'éprouvais un grand sentiment d'échec car mon combat de 12 ans n'avait servi à rien, j'avais tout perdu. Tout perdu parce que des gens peut scrupuleux usent et abusent de leur pouvoir. Ma colère redoubla de violence, j'avais trop subi, je m'était trop souvent soumis, j'avais été trop humilié. J'avais dépassé mes limites, comme tout à chacun, nous avons tous nos limites. C'était la goutte qui fait déborder la coupe, mon sang n'a fait qu'un tour, j'ai vu rouge, j'ai pété les plombs comme on dit, nous les gens de la France d'en bas. J'ai fais demi tour, une fois revenu, je me suis jeté sur Me Paty car il fallait que je cri tout le mal que j'avais. Je l'ai giflé à

plusieurs reprises, je préfère les gifles aux coups de poing. La gifle vexe plus qu'elle fait mal, elle marque plus l'esprit que les chairs, elle oblige à réfléchir. Prenant des médicament à base de morphine pour apaiser les douleurs de ma maladie, mes forces physiques et ma violence morale n'ont duré que le temps d'un feu de paille, je suis remonté dans mon véhicule et je suis parti définitivement de chez moi.

Certes, je n'ai pas respecté la loi en agissant ainsi. Il faut que justice se fasse, mais parfois un acte peut être excusable, tout dépend des circonstances qui ont provoqué l'acte. J'espère que vous saurez tenir compte des événements qui m'ont poussé à agir. Ne doit-on pas savoir mettre un terme à la spirale de l'exclusion? Pourquoi surcharger le fardeau que je traîne péniblement dans le long tunnel que j'arpente depuis 12 ans sans espoir de voir la lumière libératrice?
Aujourd'hui, on me demande de présenter l'état de mes revenus, j'aurai préféré vous rendre compte de l'état de mes pertes, Mais quel prix peut-on donner à un outil de travail? Quel prix peut-on donner à une santé altérée? Quel prix peut-on donner à une vie saccagée?

J'ai été condamné à trois mois de prison avec sursis. Dès lors, j'ai arrêté de me battre, préférant consacrer mon temps à me reconstruire. Ne pouvant plus poursuivre mon activité d'artisanat, je me suis orienté vers une activité commerciale en vendant des microfibres pour le ménage sur les marchés, braderies, foires et salons Bio aux quatre coins de la France.

FOIRES D'ORVAL



CHIFFON MIRACLE. – Les ménagères ont eu l'occasion de faire une provision de produits d'entretien pour toute l'année en passant d'un stand à l'autre, le lundi des Foires. Et les démonstrateurs ont rivalisé de bagout pour céder irrésistiblement au besoin d'acheter le cirage inusable, la pierre enlève tache ou le coupe frites automatique. Dans le genre, le « chiffon magique » avait droit à une mention particulière pour les vertus qu'on lui prête.

ST AMAND-MONTROND 2002



POITIERS 2004

Une lingette aux multiples vertus



Barbe, canotier, sérénité : tout le succès de la lingette.

Lunettes rondes, canotier et barbe de sept lieues, l'homme ne déparerait pas sur une carte postale de bord de mer. Mais au flux et au reflux, l'homme préfère ramer pour vendre une lingette aux vertus multiples. Celle qui nettoie sans produits chimiques et redonne la joie de vivre à toutes les ménagères. Calme, posé, l'homme explique, démontre, persuade et quand il le faut, hypnotise. Sur un stand propre comme un sou neuf, l'homme au canotier ne donne pas dans les décibels, façon vendeur de foire. Il donne dans le soft comme sa fameuse lingette aux multifonctions, 100 % écologique. C'est un métier, monsieur !

ALENCON 2004

Du bio, du bien-être et moins de soucis

Restons zen, il reste toute une journée pour aller se détendre au salon Respire, au Parc-Expo d'Angers. On y trouve de tout pour mieux se porter, mieux manger, mieux se loger et moins se fatiguer.

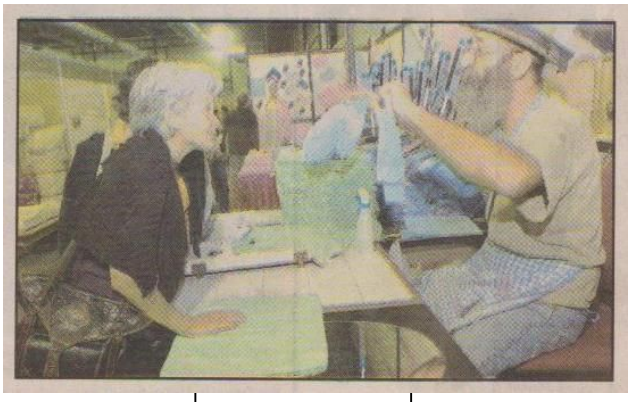
Voici trois nouveaux stands (après trois autres présentés dans notre édition d'hier) en guise d'échantillons des 140 exposants présents encore aujourd'hui au parc-expo d'Angers. On ne manquera pas un arrêt chez le Gars de l'îlot, venu de Noirmoutier. Longue barbe, petit canotier, grand tablier. Et une sacrée gouaille. « *Je suis le spécialiste de la microfibre, pour dépoussiérer et laver sans produits chimiques* ». C'est « *100 % naturel* » à l'écouter. Les ménagères affluent et se bousculent presque pour mieux voir et mieux entendre. Le Gars de l'îlot prône l'eau et le vinaigre d'alcool pour tout nettoyer. Elles repartent avec des lots de filets pour gratter sans rayer, des éponges magiques, des tissus spéciaux pour les graisses, les vitres, les poussières. Et elles en redemandent.

Photo CO - Laurent COMBET



Le Gars de l'îlot a une solution à tous vos problèmes pour nettoyer, astiquer ou faire briller

POITIERS 2005



SAUMUR 2005

Un bout d'chiffon révolutionnaire

C'est un classique des foires : le produit d'entretien miracle. Sauf que celui-ci a la double vertu d'être à la fois ancien et tendance. Tendance parce qu'il permet de supprimer l'utilisation de produits chimiques. Devant les Saumurois, la microfibre est vendue d'une main de maître, par un voisin, le Gars de l'Îlot de Saint-Jean-de-Monts. Avec sa longue barbe et son chapeau rond, il astique des tâches de graisse du soir au matin, dépliant sa marchandise, calculant les économies pour les ménagères intéressées tout en séduisant les messieurs qui s'éreintent sur les bas de caisse de leurs voitures.

Alors comment résister à la merveilleuse perspective de se faciliter le ménage ? Pour être sûr de son investissement, on écoute une seconde fois les explications miraculeuses du Gars vendéen. La microfibre se charge en électricité, c'est pour cela qu'elle est si efficace, pendant au moins cinq années. Et l'idée de n'utiliser que de l'eau, avec un soupçon de vinaigre d'alcool si besoin, fait souvent pencher la balance. La dernière question que l'on peut se poser est toujours la même sur ce genre de stands : où se cache le piège ? Car si c'était si formidable que cela, le produit serait distribué à plus grande échelle.



Un spécialiste de la microfibre et de la vente aux chalands. (Photo NR, Éric Pollet)

Le vendeur a réponse à tout : c'est justement exprès que les diffuseurs de produits d'entretien empêchent la microfibre de faire une percée. Car le marché des produits chimiques est bien plus juteux. D'ailleurs, la microfibre est fabriquée en Corée. On ne trouve en France que des revendeurs malins qui travaillent par correspondance. Et qui maîtrisent le verbe populaire sur le bout des doigts. La démonstration du Gars de l'Îlot est un spectacle à part entière. Alors, sur la foi de sa bonne bouille, on abaisse les dernières résistances et on se laisse facilement convaincre.

SAUMUR 2005



Hiver comme été, le « Gars de l'Ilôt », J.-H Courty de Saint-Jean-de-Monts, spécialiste de la microfibre comme il se définit lui-même arbore un canotier. C'est un vrai plaisir de l'entendre vanter les mérites de ses lingettes et autres serviettes ou torchons. Et aussi de l'écouter pourfendre les produits chimiques de ménage en défendant l'emploi comme désinfectant du vinaigre d'alcool blanc. L'auditoire est ravi et souvent conquis...

La microfibre et l'environnement font bon ménage

produit chimique ! »

La microfibre, fabriquée à partir de bouteilles d'eau recyclées, a pour propriété de décomposer les graisses en utilisant l'électricité statique. « *Le procédé est connu depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, mais les industries pétrochimiques font tout pour qu'il se développe le moins possible* », avance le Vendéen militant.

Avec son épouse Dominique Ménager, Jean-Hervé Courty a également développé une gamme d'articles en microfibres pour le corps humain : la serviette de toilette qui ne pèse rien dans le sac du randonneur côtoie désormais le gant de démaquillage à l'eau claire et le tapis de bain jamais trempé. Le confort, et le respect de l'environnement en prime.

C.S.



Un chiffon en microfibres, un pulvérisateur d'eau, un peu d'explication et la démonstration est faite : pas besoin de détergent pour faire le ménage !

Les serviettes de Jean-Hervé permettent de tout laver à l'eau

« À chaque salon que je fais, toutes les femmes repartent équipées : balais, gants, serviettes ! » Les produits que vend Jean-Hervé Courty (Le gars de l'îlot) sont fabriqués à base de microfibres, une matière issue du recyclage du plastique. Première dimension écolo de la chose. Ce n'est pas tout. **« Vous frottez, vous faites de l'électricité statique, vous créez un champ électromagnétique. »** Lequel ramasse la crasse et la poussière sur le tissu. Les serviettes en microfibres permettent de tout laver à l'eau : poussière, graisse, gomme, etc. **« Et si on veut un nettoyage un peu plus hygiénique,** explique Jean-Hervé, **on utilise la technique des anciens : on rajoute une cuillère à soupe de vinaigre blanc par litre d'eau. »** Plus besoin de produits d'entretien, deuxième dimension écolo de la microfibre ! Selon Jean-Hervé, le procédé ne date pourtant pas d'aujourd'hui : **« C'est sorti après la guerre ça. Ce sont des soldats de l'armée suédoise qui ont découvert l'efficacité de l'électricité statique en nettoyant leurs armes avec leurs maillots de corps. »** Mais si on ne voit jamais de pub à la télé pour les microfibres, c'est qu'il y a bien une raison ? Pour Jean-Hervé, pas de doute, **« c'est le lobby pétrochimique »** qui protège ses intérêts.



Les démonstrations de Jean-Hervé sont aussi efficaces que les microfibres

LE MANS 2006



Rien de tel que les microfibres pour nettoyer une surface vitrée.

LE MANS 2007



Il parait que Monsieur Propre n'est pas son ami ! Car, assure le vendeur barbu : « Avec la microfibre, c'est la chimie qui sort de la maison. Savez-vous, a-t-il annoncé à un auditoire bouche bée, que l'éponge qui campe sur votre évier est un vrai nid à bactéries ? » Autant se servir d'une vieille chaussette sale. Ou alors, adoptez la microfibre !

LE MANS 2007

Une nouvelle fois ma banque me fait faux bon ce qui à entrainé la faillite de mon entreprise. Etant caution de l'entreprise, ma banque à engagée une procédure. Les conclusions que j'ai déposées au Tribunal de commerce de la Roche sur Yon vont te permettre de comprendre le comportement inadmissible de ma banque.

L'entreprise que je gérais diffusait, depuis 8 ans, des produits en microfibre pour le ménage de qualité professionnelle (Haut de gamme).
Son activité principale était basée sur la vente dans les salons Bio. Le reste était partagé entre un site internet, un réseau de vente par correspondance (Fichier de plus de 10 000 Clients) et les marchés l'été sur la côte vendéenne.

Tous les ans, au mois de mai 2009, lors de la remise du bilan, avec mon comptable nous faisions une analyse du fonctionnement de l'entreprise.
Comme l'année précédente, il apparaissait que les résultats de l'activité « vente dans les salons Bio devenais de moins en moins rentable. Les frais de fonctionnement étant de plus en plus importants et l'évolution négative des salons entrainant une baisse de chiffre d'affaire, il était devenu indispensable qu'une restructuration de l'entreprise soit effectuée.
Leader sur le marché de la microfibre de qualité, sollicité par de nombreux commerçants qui souhaitaient diffuser les produits de la marque « Le Gars de l'Ilot », il est décidé de développer le marché de demi-gros dans les magasins Bio.

Suite à cette décision, courant juin 2009, je rencontre mon banquier, pour le tenir informé de la situation et de lui faire part du nouveau projet de l'entreprise.
Je lui explique que j'allais organiser un réseau de distributeurs dans le groupement BIOCOOP (300 magasins). Cette mise en place allait engendrer un besoin de fonds. Je le préviens qu'en arrêtant les salons, l'entreprise perdait une grande partie de son chiffre d'affaires. Les autres activités ne couvrant pas le fond de roulement, le temps de la mise en place de cette nouvelle activité, l'entreprise risquait de connaître des difficultés de trésorerie.
Considérant que l'entreprise avait des acquis solides avec un potentiel important de développement, mon banquier m'a donné un accord de principe. Il est convenu de se voir en septembre et que je lui fournisse un prévisionnel.

En juillet 2009, n'ayant pas de véhicule adapté pour prospecter cette nouvelle clientèle, je fais la demande à ma banque de financer l'achat d'un véhicule. Pour ne pas augmenter les charges de l'entreprise, je fais cet emprunt à mon nom. Mon banquier accepte le crédit.

Au mois de septembre 2009, je présente nom dossier à mon banquier. Après avoir obtenu l'accord de sa hiérarchie, il accorde un prêt à la Sarl Le Gars de l'Ilot. Il me demande d'être à titre personnel caution de ce prêt.
Je lui ai signalé que je n'avais qu'un petit salaire avec un crédit et de plus je n'avais aucun bien. Je lui ai fait remarquer que les garanties que je présentais n'était pas crédibles et surtout, étant gérant, mes revenus dépendait du fonctionnement de l'entreprise. Celui-ci ma répondu qu'il connaissait ma situation financière mais qu'il attendait de moi un engagement moral: que je ne fasse pas faux bon à la banque.
Certain du soutien de la banque et sûr des valeurs de ce projet ; Je me suis engagé comme caution en toute confiance.

En février 2010, je rencontre mon banquier. Je lui fourni un bilan de cette nouvelle activité. Le chiffre d'affaire réalisé par les 10 premiers distributeurs correspondait au prévisionnel établi. Il permettait d'évaluer qu'il faudrait atteindre 30 magasins pour que l'entreprise retrouve son équilibre financier.
Pour continuer à développer ce projet, je lui fais la demande d'un prêt à cours terme pour investir dans l'achat de marchandise. Celui-ci me rappelle qu'il n'avait pas le pouvoir de décision sur ce dossier mais qu'il transmettrait ma demande.

D'autre part, comme convenu, je demande à mon banquier un soutien de la banque pour palier au manque de trésorerie de l'entreprise.
Mon découvert qui était de 5000 €, celui-ci l'augmente à 12000 €. Cette autorisation est verbale, je signerai le contrat lorsqu'il sera prêt, comme nous avions l'habitude de le faire.
Depuis plusieurs années, à cette époque, l'entreprise faisait un prêt de campagne pour faire les salons et la saison. Le découvert de l'entreprise était augmenté selon les besoins jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. A cette date le compte ne devait pas dépasser l'autorisation permanente de découvert de 5000 €. L'entreprise a toujours respecté ces conditions, n'a jamais dépassé les limites autorisées.

Peu de temps après, sans me prévenir, mon banquier est revenu sur ses engagements alors qu'il avait débloqué les fonds. Ce refus à entrainé des frais d'intervention important. Après négociations, celui-ci autorise à nouveau le découvert de 12 000 €, toujours verbalement.

Courant juin 2010, je rencontre mon banquier pour officialiser le découvert et essayer d'obtenir des fonds pour développer mon projet. Celui-ci m'annonce que la banque avait décidé de ne plus soutenir l'entreprise sans m'en justifier les raisons. Il me propose un plan pour apurer le découvert, les conditions imposées n'étant pas acceptable, je refuse de signer.
Ne voulant pas m'apporter d'explication sur le comportement de la banque, se couvrant en me renvoyant à sa hiérarchie, je lui fais la demande pour rencontrer son supérieur.

Face à cette situation, je saisi le Médiateur du crédit. Après avoir étudié la fiabilité de l'entreprise, celui-ci m'informe qu'il allait contacter la banque car mon dossier pouvait être défendu.

Fin juin 2010, je rencontre mon banquier et le directeur du groupe d'agences du Pays de Monts. Celui-ci me confirme que la banque avait décidé de ne plus soutenir l'entreprise. Malgré mon insistance pour connaître les raisons de cette décision, le directeur du groupe d'agences du Pays de Monts est resté silencieux, ne m'apportant aucune explication.

Début Juillet 2010, je contacte l'organisme OSEO. Le conseiller qui m'a renseigné m'indique que mon dossier était recevable mais que seule la banque pouvait en faire la demande. La banque refuse d'ouvrir un dossier.

Mi-juillet 2010, le Médiateur du crédit me signale le refus de la banque pour ouvrir des négociations. Je lui demande de faire pression sur la banque pour quelle face une demande d'ouverture d'un dossier à l'organisme OSEO.

Fin juillet, le Médiateur du crédit m'informe que la banque avait une nouvelle fois refusée toutes discussions et m'annonce qu'il clôturait mon dossier car il ne pouvait plus rien faire.

Début septembre 2010, je reçois un courrier de la banque m'avertissant le rejet d'un chèque avec menace de déclaration à la Banque de France. Je n'avais pourtant pas dépassé les limites du découvert accordé de 12000 €, je contacte la banque. Mon banquier étant en vacances, son remplaçant m'indique, qu'avant son départ, il avait réduit mon découvert à 9000 € sans me prévenir. Cette attitude fût lourde de conséquence, transformant les chèques émis avec provisions en chèque sans provision. La banque en m'interdisant toutes formes de paiement n'a fait qu'accroître les difficultés de l'entreprise.
Le 3 décembre 2010, je reçois en courrier ordinaire, un contrat daté du 17 juin 2010 du découvert autorisé en février 2010. (Doc 1)
Ce découvert est devenu un plan d'apurement. Les conditions n'ont plus rien n'à voir avec ce qui avait été décidé avec mon banquier lors de l'augmentation du découvert en février 2010.

Parmi les nombreuses démarches effectuées pour ouvrir la porte du dialogue avec ma banque, j'ai sollicité monsieur Retailleau, Président du Conseil Général de la Vendée.
J'ai été reçu par monsieur Rolando, qui a bien compris le dysfonctionnement de la banque et a adressé un courrier au Directeur Général de ma banque. (Doc 2)

Fin décembre 2010, le compte de l'entreprise était à jour, respectant l'autorisation de découvert permanent.

Le 7 janvier 2011, la banque m'adresse une attestation de régularisation autorisant l'entreprise d'émettre à nouveau des chèques. (Doc 3)

Le 2 mars 2011, n'ayant pas eu de suite au courrier du Conseil Général, une lettre recommandée avec AR est adressée à la direction de ma banque. (Doc 4)

Le 4 mars 2011, ma banque m'adresse un courrier me renvoyant au directeur du groupe d'agences du Pays de Monts. Celui-ci n'a jamais donné suite à ma demande de rendez-vous. (Doc 5)

N'ayant pu se développer normalement comme il avait été décidé avec ma banque, l'entreprise à fait faillite.

L'analyse des réponses aux questions que j'ai posées à la banque lors de mes précédentes conclusions ne me surprend pas. (Doc 6)

Je la remercie de reconnaître que l'entreprise avait un grand potentiel de développement et qu'elle n'a jamais doutée de mes compétences en tant que gérant.

Je regrette qu'elle n'ai pas répondu à cette question : Quelles sont les raisons pour que la banque décide de ne plus soutenir l'entreprise ?

Je m'étonne de sa réponse à cette question : Pourquoi la banque a refusé d'ouvrir un dossier pour obtenir le concours de l'organisme OSEO alors que l'entreprise pouvait prétendre aux aides de l'Etat ?

Je me suis engagé d'être caution de l'entreprise, c'était dans le cadre d'un plan de restructuration, projet accepté et soutenu par la banque en ses débuts.

La banque ayant décidé de ne plus soutenir l'entreprise alors que tous les voyants étaient au vert, je considère que mon engagement vis-à-vis de la banque n'a plus lieu d'être.

Aussi,

Je demande au tribunal de rompre le contrat qui me lie avec ma banque qui a failli dans ses engagements.

Lors de l'audience, j'ai une nouvelle fois demandé à l'avocat de ma banque les raisons qui l'on poussée à se désengager, il m'a indiqué que la banque pouvait prendre les décisions qu'elle voulait et n'avait pas à les justifier. J'ai demandé au Président du tribunal si un tel comportement était possible, celui-ci m'a répondu sur un ton visiblement agacé « les banques ont tous les droits, vous n'êtes pas le premier à vous plaindre, c'est tout le temps que je vois des cas comme vous. Si ça continue, il n'y aura plus d'entreprises, plus d'employés, et un jour plus de banques ». J'ai été condamné à payer les dettes de l'entreprise à la banque.

Jai rencontré mon député au mois de juin 2013. Je lui avais raconté mon histoire, fais part des témoignages des personnes chargées de la liquidation de mon entreprise. Tous étaient unanimes, du Président du tribunal, du syndic, à l'huissier de justice, tous criaient au scandale. Tous dénonçaient le comportement négatif des banques envers les petites entreprises. Leur élimination systématique lorsqu'elles ne correspondaient plus à leurs critères économiques.
N'étant pas certain de mes dires, je lui avais demandé qu'il rencontre le Président du tribunal de commerce pour avoir une vision générale sur la situation.
Il avait été prévu que l'on fasse le point au mois de septembre.
Mon député a effectivement eu un entretien avec le Président du tribunal de commerce qui lui a confirmé la gravité de la situation, et, de lui dire son exaspération de voir détruire des entreprises qui pourraient résister à la crise si les banques jouaient le jeu.
Je lui ai demandé qu'une commission d'enquête parlementaire puisse être créée pour réaliser un audit sur cette situation sur le plan national et qu'elle élabore des solutions pour protéger les petites entreprises de cette destruction massive.
Ne faisant pas partie de la majorité, il n'avait pas la possibilité d'en faire la demande et m'a conseillé d'écrire un courrier à l'ensemble des députés. Qu'il ferait en sorte que l'ensemble des députés aient connaissance de mon courrier, qu'il allait travailler pour que cette commission puisse être mise en place.

Monsieur COURTY Jean-Hervé
Dit Le Gars de l'Ilot

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale
Messieurs et Mesdames les Députés
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Messieurs et Mesdames les Députés,

Je me permets d'intervenir auprès de vous pour vous faire part de l'attitude irresponsable des banques envers les entreprises.
Gérant d'une petite société, le désengagement de ma banque a conduit mon entreprise à la faillite alors que tous ses voyants économiques étaient au vert.
J'ai pu entendre les témoignages des personnes chargées de la liquidation de mon entreprise. Ils sont unanimes, du Président du Tribunal de Commerce, au Syndic, à l'Huissier de Justice, tous crient au scandale. Tous dénoncent le comportement négatif des banques envers les entreprises, leur élimination systématique lorsqu'elles ne correspondent plus à leurs critères économiques.
Cela m'a permis de comprendre que mon cas n'était pas isolé mais que c'était un cas parmi tant d'autres.
Fort de ce constat, j'ai contacté mon Député, Monsieur Yannick Moreau, pour lui raconter mon histoire et lui rendre compte de mes craintes sur le comportement négatif des banques.
Pour vérifier mes dires, je lui ai demandé qu'il rencontre le Président du Tribunal de Commerce pour avoir une vision générale sur la situation.
Monsieur Yannick Moreau a effectivement eu un entretien avec celui-ci qui lui a confirmé la gravité de la situation et de lui dire son exaspération de voir détruire des entreprises qui pourraient résister à la crise si les banques jouaient le jeu.
Je lui ai demandé qu'une commission d'enquête parlementaire puisse être créée pour réaliser un audit de cette situation sur le plan national et qu'elle élabore des solutions pour protéger les entreprises de ces destructions volontaires.
Etant seul pour défendre ce dossier, il m'a laissé peu d'espoir pour que ma demande soit entendue.
C'est pour cela que je fais appel à vous, vous tous, Messieurs et Mesdames les Députés.
Observez ce qu'il se passe dans vos circonscriptions et jugez par vous-même si ce mal qui gangrène notre économie mérite d'être combattu.
J'espère que cette demande, même si elle est solitaire aujourd'hui, sera entendue à sa juste valeur et que vous saurez être à la hauteur des responsabilités que vous ont octroyées les électeurs.
Je vous remercie de votre attention,
Veuillez agréer Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Messieurs et Mesdames les Députés, l'expression de mes salutations distinguées.

St Jean de Monts
24 septembre 2013

N'ayant pas eu de réponse suite à mon courrier, j'ai décidé de lancer une pétition sur le net.

PETITION POUR LA CREATION D'UN GRENELLE CITOYEN POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE

Notre société actuelle est devenue violente et discriminante pour une trop grande partie de la population. L'argent, la compétition, la hiérarchie sociale ont pris le pas sur la liberté, l'égalité, la fraternité, le respect, la dignité…
Nous sommes devenus, sans nous y opposer, esclaves d'un système qui nous oppresse et ne nous apporte que pauvreté, précarité…
Nous avons perdu tout sens de l'intérêt commun.
Nous nous devons, pour nous et nos enfants, de réagir, de nous opposer à ce système qui exclu de plus en plus de personnes.
Nous n'acceptons plus que les élus prennent des décisions inadéquates en notre nom.
A vous les faiseurs, assez de vos chamailleries et sachez qu'il n'est plus raisonnable de vous confier notre avenir ni celui de notre société dans ces conditions.
L'histoire appartient au passé, nous, nous écrivons notre avenir.
Asservi au système économique, l'action de l'État ne correspond plus à l'attente de beaucoup de citoyens. Aujourd'hui, la classe politique a le monopole de la parole. Il est temps que les citoyens puissent s'exprimer.
Pour cela, il faut que soit organisé
" Le Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique ".

Nous voulons une moralisation de la politique qui nous permettre enfin d'accéder à la place que nous méritons. Être des citoyens acteurs et respectés.

Le Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique a pour objectif de proposer des modifications du fonctionnement de l'État et des Institutions pour améliorer notre démocratie.
Une concertation doit être organisée avec tous les acteurs de la société. Un débat public doit se faire avec les citoyens, les associations sociales et culturelles, les personnalités de la société civile et politiques. Cette réflexion sur le fonctionnement de notre société va permettre de mettre en œuvre des changements significatifs sans considérations partisanes.
Ce débat public va obliger un changement de régime, une nouvelle République, l'instauration de la 6ème République.
Une 6ème République plus citoyenne qui remet l'individu au centre du débat, plus respectueuse envers ceux qu'elle administre.
Cette nouvelle République va donner plus de pouvoir aux citoyens. Elle va se protéger des dérives du pouvoir et s'opposer à toutes tentatives de corruption avec des intérêts privés. Elle va moraliser l'action des élus, leur imposer cette valeur : Etre au service des citoyens et des citoyennes. Il faut obtenir des élus, mis en place grâce à nos bulletins de votes, qu'ils respectent leurs engagements et œuvrent pour le bien être de la population.

Toi aussi,
Si tu es indigné,
Si tu ne veux plus subir,
Si tu n'acceptes plus notre système,
Si tu veux lutter pour te protéger de tous ces abus,
Soutiens cet appel, fais le connaître,
Parles-en à tes proches, amis, copains de boulot, facebook, twitter.

Courrier adressé à l'Assemblée Nationale pour informer l'ensemble des députés de ma démarche et la rendre publique.

Monsieur COURTY Jean-Hervé
Dit Le Gars de l'Ilot

Le 12 Octobre 2015

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale
Mesdames, Messieurs les Députés
126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

Lettre ouverte

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames, Messieurs les Députés

Sur les conseils de mon Député, Monsieur Yannick Moreau, j'avais adressé au mois de septembre 2013 un courrier à l'ensemble de l'assemblée que vous présidez pour vous alerter du comportement des banques envers certaines entreprises. Lettre restée sans suite !
A vous, Monsieur Yannick Moreau, quand est-il de l'engagement que vous aviez pris pour que ce courrier soit connu par tous des députés, vous qui m'aviez fait comprendre votre intérêt face à ce problème ? J'ai des doutes sur la bonne volonté que vous m'aviez exprimé.
Face à ce silence, vous comprendrez que je puisse m'interroger.
Est-ce de la soumission à l'ordre établi où l'aveu d'une incapacité de s'y opposer ? Est-ce de l'indifférence où du mépris ?
Une certitude, ce comportement ne fait que favoriser les partis extrêmes. Au lieu de fustiger les citoyens qui se rallient à leurs causes, il serait temps de remettre en cause votre fonctionnement. Notre société devient de plus en plus violente, quelle est votre part de responsabilité ?
Cette situation est une nouvelle preuve de la rupture du dialogue entre les citoyens et leurs élus. Ce n'est plus acceptable dans un pays qui se dit démocratique et je ne suis pas le seul à faire ce constat. Le temps est venu qu'une réflexion sur le fonctionnement de notre société se fasse aussi je propose qu'un Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique soit organisé.
Ce Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique aura pour objectif de proposer des modifications du fonctionnement de l'Etat et de ses Institutions pour améliorer notre démocratie.
Une concertation doit être organisée avec tous les acteurs de la société. Un débat public doit se faire avec les citoyens, les associations sociales et culturelles, les personnalités de la société civile et politique. Cette réflexion sur le fonctionnement de notre société permettra de mettre en œuvre des changements significatifs sans considérations partisanes.
Ce débat public va obliger un changement de régime, une nouvelle République, l'instauration de la 6ème République.
Une 6ème République plus citoyenne qui remettra l'individu au centre du débat, plus respectueuse envers ceux qu'elle administre.
Cette nouvelle République donnera plus de pouvoir aux citoyens. Elle nous protégera des dérives du pouvoir et s'opposera à toutes tentatives de corruption avec des intérêts privés. Elle moralisera l'action des élus, leur imposera cette valeur : Etre au service des Citoyens et des Citoyennes. Il faut obtenir des élus, mis en place grâce à nos bulletins de votes, qu'ils respectent leurs engagements et œuvrent pour le bien être de la population.
Ne me jugez pas comme un illuminé où un extrémiste, je ne suis qu'un citoyen indigné qui a décidé de ne plus se taire et dire haut et fort ce que pensent beaucoup de mes concitoyens. Je n'appelle pas à la révolution mais à l'évolution.
Une copie de ce courrier a été adressée à différents organes de presse afin que la position de chacun d'entre vous sur ce projet soit connue par l'ensemble des Citoyens et Citoyennes, ceux qui vous ont accordé leur confiance pour que vous meniez au mieux la gestion de la France.
Veuillez agréer Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames, Messieurs les Députés, l'expression de mes salutations distinguées.
Ps : Monsieur le Président, je vous remercie à l'avance de faire le nécessaire pour que l'ensemble des députés soient informés de ce courrier.

Une nouvelle fois, lettre morte. J'ai envoyé un mail aux Présidents et Présidente de groupe de l'Assemblée Nationale pour vérifier si le Président de l'Assemblée Nationale avait transmis mon courrier à l'ensemble des députés.

Mail envoyé aux Présidents et Présidente de groupe à l'Assemblée Nationale
Demande de renseignement
À
M. Bruno Le Roux Président du groupe Socialiste, républicain et citoyen
M. Christian Jacob. Président du groupe Les Républicains
M. Philippe Vigier. Président du groupe Union des démocrates et indépendants
M. Roger-Gérard Schwartzenberg. Président du groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste
Mme Cécile Duflot. Présidente du groupe Écologiste
M. André Chassaigne. Président du groupe Groupe de la Gauche démocrate et républicaine

Le 12 octobre 2015, j'ai envoyé un courrier à Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale. Pouvez-vous me dire si les Députés du groupe que vous présidez ont été informé.
Convaincu de votre intégrité, je vous remercie à l'avance de me tenir au courant.
Veuillez agréer, Monsieur Le Président, l'expression de mes salutations distinguées.
J-Hervé Courty
Dit Le Gars de l'Ilot.

Le seul retour que j'ai eu.

> Message du 01/12/15 16:18
> De : "Cécile Duflot" <cduflot@assemblee-nationale.fr>
> A : Le Gars de l'Ilot
> Objet : Re: Demande de renseignement
Pas à ma connaissance
Bien cordialement
Marine Tondelier
Collaboratrice parlementaire de Cécile Duflot
Députée de la 6ème circonscription de Paris
Co-présidente du groupe écologiste de l'Assemblée Nationale

Cette réponse n'a fait que confirmer mes craintes

De : Le Gars de l'Ilot
Envoyé : mardi 15 décembre 2015 16:30
À : Cécile Duflot
Bonjour,
J'ai attendu avant de vous répondre pensant que les autres Présidents de groupes donneraient suite à mon mail mais force m'oblige de constater que vous êtes la seule à l'avoir fait. Aussi je tiens à vous remercier de l'attention que vous avez su portée à mon égard.
Je vous joins en pièce-jointe une copie de courrier qui devait-être distribuée à l'ensemble des Députés.
Salutations,
Le Gars de l'Ilot

De "Cécile Duflot" <cduflot@assemblee-nationale.fr>
De rien, c'est la moindre des choses,
Je vous souhaite une bonne continuation dans notre combat commun pour la 6ème République
Bien cordialement
Marine TONDELIER
Collaboratrice de Cécile Duflot
Députée de la 6e circonscription de Paris

Tu peux comprendre maintenant que mon vécu m'a permis de me faire une opinion sur le fonctionnement de notre société. Aujourd'hui, j'ai décidé de m'engager car j'ai des craintes pour ton avenir. « On » à coupé la tête du Roi, je ne veux pas que demain « On » te jette au feu.
De tous temps, des hommes se sont levés pour défendre leur liberté. En tant que père, grand-père, il est de mon devoir d'agir pour offrir à mes descendants un monde meilleur.
Je sais que si je me bas seul, mon combat est voué à l'échec. J'ai bon espoir que d'autres concitoyens, concitoyennes se mobiliseront et signeront la pétition pour que la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique voit le jour.
J'ai décidé de m'engager pour protéger l'amour que je te porte car je t'aime, Marianne, je t'aime.

A suivre. . ...

Chère Marianne,

Je m'adresse à toi une nouvelle fois pour tenir au courant des suites de mon combat.

Avant tout, je tiens à t'apporter une précision qui me parait importante. Dans l'article page 3, les étudiantes ont écrit : « Non, Hervé Courty n'est pas descendu dans la rue pour Charlie ». Je ne voudrais pas que ces propos soient mal interprétés. Dire à cette époque, ne pas être Charlie était mal vu, c'était cautionner l'attentat perpétré contre le journal, soutenir le combat de fanatiques.

Lors de notre entretien, je leur avais expliqué pourquoi je n'étais pas Charlie mais elles n'ont pas développé ma position dans leur article.

Bien sûr que j'ai un rejet et un dégoût d'un tel acte, il n'est pas acceptable de tuer des gens pour affirmer et défendre ses idées.

On peut se poser la question : Etait-il judicieux de publier les caricatures sachant que cette offense faite aux musulmans était une insulte et engendrait une révolte pour les plus extrémistes. Il est évident qu'en jetant de l'huile sur le feu, certains radicaux voudraient répondre à cet affront.

A cette époque, le plan vigipirate était activé, on peut s'interroger sur la faiblesse de la protection des auteurs de cette provocation car la menace était pour eux majeure alors que d'autres lieux à moindre risque étaient surprotégés.

Sans ces publications, la France aurait-elle connue la série d'attentats qui s'en est suivie et qu'elle a subie ? Tous ces morts, toutes ces souffrances auraient pu être évitées sans cette provocation qui a engendrée toute cette haine.

Tout le monde a défendu la liberté d'expression mais personne ne s'est interrogé sur la notion du respect. Cette valeur qui me parait essentielle pour une vie harmonieuse entre les êtres humains qui est méprisée par une certaine catégorie d'individus qui prétendent détenir la vérité. Le respect est la base de la vie commune, sans cet état d'esprit, les gens continueront à se déchirer, se détruire, se tuer.

Oui je ne suis pas Charlie et cette position s'est renforcée quand j'ai consulté l'édition du journal qui a suivi cet événement. Déjà la couverture, « TOUT EST PARDONNE ». Je n'ai pas compris ce titre. Qui a fauté ? Ceux qui ont provoqué où ceux qui ont répondu à une insulte ? J'ouvre le journal, page 2, première caricature en haut à gauche de sœur Emmanuelle. Je lis :

Le livre-testament de sœur Emmanuelle.
ICI BAS JE ME MASTURBAIS.
AU PARADIS JE VAIS SUCER DES QUEUES.

Choqué par ce genre de propos et un tel mépris envers une personne qui a consacré sa vie pour aider et soutenir les plus démunis, j'ai fermé ce journal. J'ai été surpris que des voix ne soient pas intervenues pour dénoncer un tel manque de respect. C'est vrai, la liberté d'expression à tous les droits !

A la sortie de la première version de mon livre, je l'ai dédicacé à la maison de la presse de St jean de Monts. Ayant contacté la presse locale de ma démarche, des articles ont été publiés pour présenter mon initiative.

Ouest France 20.09.2016

Jean-Hervé Courty, un dada des temps modernes

Habitant de la commune, Jean-Hervé Courty lance son concept de Grenelle citoyen pour une nouvelle politique. Il présente ce samedi, son livre évolutif inédit à la Maison de la presse.

L'initiative

Un livre qui change au cours du temps

Son parcours, ses expériences et ses rencontres ont permis à Jean-Hervé Courty **« d'acquérir une large réflexion sur le fonctionnement de notre société »,** déclare ce Montois, à la longue barbe grise. Des métiers, il en a eu plusieurs, dont démonstrateur sur les marchés.

Il a décidé de retracer ses expériences dans un livre évolutif. *Marianne je t'aime* sera revu et enrichi des discussions que Jean-Hervé Courty aura avec ses lecteurs. Ces nouvelles pages pourront être retrouvées sur un site internet (1).

Expliquer sa vision de la société

« Je veux partager cette vérité, que je détiens de par mon expérience, avec les autres, bien que je sois conscient de ne pas détenir la vérité. Si elle correspond à un état d'esprit général, alors nous pourrons créer le Grenelle citoyen pour une nouvelle politique. » C'est le nom de son concept.

« Cela peut paraître utopique, mais ce n'est pas pour cela qu'elle n'est pas réalisable. La morosité, la peur du lendemain, l'individualisme... Cela ne va plus. Chacun doit réfléchir à notre devenir. »

L'aboutissement d'une longue réflexion

Jean-Hervé admet que seul, il ne pourra pas faire grand-chose. Il en appelle donc à **« tous les artistes, intellectuels, tous ceux qui désirent un changement. Ma parole n'aura de valeur que si elle est relayée ».** Mais attention, Jean-Hervé n'axe son propos que **« sur le fonctionnement de la France. Je n'apporte pas de solution. Mais surtout, ce n'est pas un coup de fou mais un aboutissement d'une longue réflexion ».**



En référence au mouvement dadaïste du début du XX^e siècle, habillé de pied en cap d'un costume d'époque, Jean-Hervé Courty présente son livre évolutif, tout en lançant une pétition pour un Grenelle citoyen pour une nouvelle politique.

Un dada en marche

Un jour, une personne qu'il a rencontrée l'a comparé à un dadaïste. **« C'est un mouvement intellectuel, littéraire et artistique qui, pendant la Première Guerre mondiale, se caractérisait par une remise en cause de toutes les conventions et contraintes idéologiques, esthétiques et politiques. »**

C'est pourquoi Jean-Hervé tient à revêtir un costume d'époque, lorsqu'il se présente au public, qu'il rencontre ce samedi. **« Saint-Jean-de-Monts est une première marche, car je compte présenter mon ouvrage à Challans, Nantes, Rennes... jusqu'à Paris, en incitant à signer ma pétition. »**

Une VI^e République

Après chaque étape, il ajoutera une nouvelle page à son livre, dans lequel il s'adresse à Marianne, symbole de la République. Livre également en vente sur son site internet. **« Peut-être que je n'apporterai qu'une pierre, mais il faut créer la réflexion pour que nous passions, je l'espère, à la VI^e République, où il faudrait que l'individu soit remis au cœur du système, et que ce ne soit plus l'économie. »**

Samedi 24 septembre, de 9 h à 13 h, à la maison de la presse, au 48, rue du Général de Gaulle. Pétition à signer sur www.petitionpublique.fr

(1) www.legarsdelilot.e-monsite.com

Les Pays du Pont d'Yeu

Le Courrier Vendéen 22 Sept 2016

SAINT-JEAN DE MONTS

DÉDICACE. Jean-Hervé Courty, un Dadaïste des Temps Modernes

Marianne, je t'aime - réflexions et visions sur le fonctionnement de notre société est le recueil que dédicacera Jean-Hervé Courty, un auteur Dadaïste (courant surréaliste, ndlr), samedi 24 septembre de 9 h à 13 h, à la Maison de la Presse : « **Chère Marianne, je m'adresse à toi aujourd'hui car tu es la seule à qui je puisse parler sans craindre de déclencher la colère des dieux, toi la Mère patrie, gardienne de nos valeurs que sont Liberté, Égalité, Fraternité.** » Voilà en quelques mots le début de son ouvrage, retraçant des moments forts de sa vie teintés d'expériences parfois rocambolesques.

« **Je n'accepte plus de voir les valeurs que représente Marianne être bafouées, méprisées surtout lorsque c'est la classe politique qui agit ainsi. Je ne crie pas « Tous pourris » mais pour moi, il y a ceux qui agissent et ceux qui se taisent** »



Jean-Hervé Courty veut provoquer une réflexion sur la société actuelle

Un auteur en dehors des conventions

Artiste sculpteur mais aussi démonstrateur sur les marchés, on a commencé à le comparer à un Dada des Temps Modernes, présenté en costume de cette époque : « **Le mouvement Dada ou dadaïsme est un mouvement intellectuel, littéraire et artistique qui pendant la Première Guerre mondiale s'est caractérisé par une remise en cause à la manière de la table rase, de toutes les conventions et contraintes idéologiques, esthétiques et politiques.** »

Un livre en perpétuelle évolution

Il indique dans son ouvrage que celui-ci sera évolutif, au gré des rencontres, avec des nouvelles pages mises en ligne afin de compléter l'ensemble : « **J'ai décidé de lancer une pétition pour la création d'un Grenelle Citoyen pour une nouvelle politique, avec pour objectif de proposer des modifications du fonctionnement de l'État et des institutions, afin d'améliorer notre démocratie. Un débat public doit se faire avec les citoyens, les associations sociales et culturelles, les personnalités de la société civile et politique. Ce débat public va obliger un changement de régime en instaurant la VI[e] République, en remettant l'individu au centre du débat. Cette nouvelle république va donner plus de pouvoir aux citoyens en se protégeant des dérives du pouvoir et s'opposer à toutes tentatives de corruption avec des intérêts privés** », avance, non sans humour, Jean-Hervé Courty.

Cela peut paraître utopique mais « **ce n'est pas pour cela que ce n'est pas réalisable. Il faut que tous ceux qui aspirent à une évolution du pouvoir s'approprient cette idée, la soutiennent et la défendent. Je n'appelle pas à la révolution mais à l'évolution. Je souhaite juste provoquer une réflexion.** »

Dédicace samedi 24 septembre de 9 h à 13 h à la Maison de la presse.



Pour une première, la présentation de mon projet à été positive. Toutes les discussions que j'ai eues, toutes les tranches d'âge confondues, tout le monde allait dans le même sens : le rejet du fonctionnement de l'Etat, le dégoût de la classe politique.

L'idée de la création du Grenelle Citoyen pour une nouvelle Politique semblait nécessaire aux yeux de tous. Cette unanimité m'a confirmé le besoin d'une réflexion sur l'organisation de notre société et n'a fait que renforcer ma motivation.

Après tous ces compliments félicitant mon audace à combattre l'ordre établi, l'euphorie passée, la réalité m'est apparue sous un autre angle. Comme il m'avait été promis, je m'attendais à avoir plusieurs signatures pour ma pétition mais personne ne s'est engagé. Entre les bonnes paroles et les actes, il y a un pas que personne n'a osé franchir.

Je n'ai pas baissé les bras, j'ai cherché un autre lieu pour présenter mon action. Après plusieurs refus, une grande surface m'a ouverte ses portes. De nouveau, j'ai eu un article de presse annonçant ma venue.

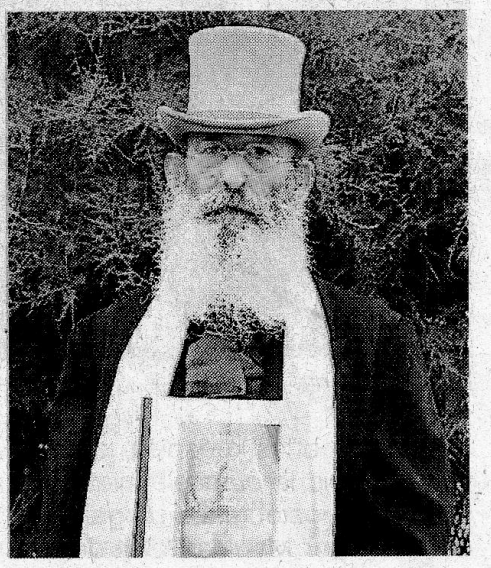
J.-H. Courty dédicacera un livre évolutif

Le Montois Jean-Hervé Courty présentera et dédicacera samedi [redacted] son livre *Marianne je t'aime* qu'il qualifie d'évolutif.

Il est possible que cet auteur à la longue barbe vienne avec son chapeau haut de forme et un costume de circonstance, comme sur la photo, samedi dans la grande surface [redacted]. Ce, en référence au mouvement dadaïste à l'aube du XX[e] siècle.

Car Jean-Hervé Courty, avec son ouvrage, a lancé **« un livre évolutif »,** qui sera revu et enrichi des discussions que l'auteur aura avec ses lecteurs. Pages qui seront lisibles sur un site. Car cet habitant de Saint-Jean-de-Monts veut expliquer sa vision de la société et axer ses propos sur le fonctionnement de la France, **« bien que je sois conscient de ne pas détenir la vérité ».** Il aimerait que se crée **« le Grenelle citoyen pour une nouvelle politique »** ainsi **« qu'une VI[e] République ».** Mais d'ajouter : **« Ma parole n'aura de valeur que si elle est relayée ».**

Aussi, il lance une pétition sur le site www. petitionpublique.fr et



Jean-Hervé Courty.

compte poursuivre, après Saint-Jean-de-Monts et Challans, sa tournée à Nantes, Rennes, Paris...

Samedi 22 octobre, de 10 h à 18 h, [redacted]

Au dernier moment, le responsable du magasin a annulé l'évènement. Soucieux de préserver sa clientèle, considérant qu'une action politique dans son établissement pouvait nuire à son image.

Après plusieurs refus pour présenter ma démarche dans le monde réel, j'ai orienté mon action dans le monde virtuel en activant les réseaux sociaux. Inscrit sur plusieurs groupes à connotation politique sur Facebook , l'idée que je présentais était bien accueillie mais les signatures pour la pétition n'évoluaient pas vraiment.

On m'a conseillé de faire des vidéos car c'était plus porteur, que c'était plus facilement regardé que des écrits.

Première vidéo postée sur Youtube, sur Facebook et sur mon site.

Bonjour,
Je m'appelle Jean-Hervé Courty, dit le gars de l'Ilot, je suis bien connu avec ce chapeau.
N'acceptant plus d'être soumis au dictat du pouvoir politique, j'ai décidé de changer de vie.
C'est ce mal être qui m'a incité à m'engager pour une action politique en tant que citoyen.
Je n'en veux pas à nos dirigeants, ce sont les fruits du système.
Je considère que la politique de papa à fait son temps.
Moi ce qui m'intéresse, c'est l'organisation de notre société.
Je veux provoquer une réflexion sur son fonctionnement.
Je n'appelle pas à la révolution, j'appelle à l'évolution.
J'ai la conviction que mon projet est suffisamment réfléchi pour que je me permette de vous le présenter.
Je propose que soit créé le Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique.
Son objectif est d'obliger à une réflexion sur la gestion de l'Etat et de ses institutions afin d'apporter de nouvelles solutions pour améliorer l'organisation de notre pays.
Un débat public doit se faire avec les citoyens et les citoyennes, les associations sociales et culturelles, les personnalités de la société civile et politique.
Cette réflexion va permettre de mettre en œuvre des changements significatifs sans considérations partisanes.
Elle va obliger un changement de régime, une nouvelle République, l'instauration de la 6ème République.
Une 6ème République plus citoyenne qui remet l'individu au centre du débat, plus respectueuse envers ceux qu'elle administre.
Cette nouvelle République devra donner plus de pouvoir aux citoyens.
Elle devra se protéger des dérives du pouvoir et s'opposer à toutes tentatives de corruption avec des intérêts privés.
Elle devra moraliser l'action des élus, leur imposer cette valeur : Etre au service des citoyens et des citoyennes.
J'ai crée une pétition pour la création du grenelle citoyen pour une nouvelle politique qui va permettre de comptabiliser tous ceux qui sont d'accord avec ce projet.
J'ai créé une page facebook et un site : le gars de l'ilot.
J'ai écrit un livre, plusieurs pages sont en lecture libre sur mon site, écrits, articles de presses qui vous permettrons d'apprendre à mieux me connaître.
Je me présente avec cette tenue des années 1900 en référence au mouvement dadaïste créé à cette époque.
Constitué d'intellectuels, de littéraires, d'artistes, tous ceux qui avaient un rejet de l'ordre établi s'étaient ligués pour remettre en cause toutes les conventions et contraintes idéologique et politiques.
Je revendique être un dada des temps modernes et j'invite tous ceux qui rejettent l'ordre établi de me rejoindre dans ce mouvement, de se liguer, de le soutenir, de le défendre.
Je crois que l'utilisation de la violence ne mène à rien. Seule l'intelligence nous permettra d'arriver à nos fins.
J'en appelle à toi qui as cru en nuit debout.
J'en appelle à toi qui as cru au dard.
J'en appelle à toi qui as espéré en Coluche.
J'en appelle à toi, toi qui désire un changement de politique.
Aujourd'hui, je vous demande de croire en moi.
Mais attention, même si j'ai la meilleure des volontés pour que ce projet devienne une cause nationale, seul je ne peux rien faire.
Je veux bien être le porte étendard de cette cause mais pour que la conquête soit réalisable il me faut un bataillon dans mon sillage.
Aussi, je vous demande de répondre à ces questions.
Allons-nous continuer à subir en silence où imposer notre volonté ?
Qu'est ce qui est le plus important, moi où l'idée que je défends ?
Il n'en tient qu'à vous pour que cette utopie devienne réalité.
Je compte sur vous.
Je vais prochainement engager une action, je vous tiendrai au courant avec une nouvelle vidéo.
Merci.

Comme je l'annonçais dans ma première vidéo, j'allais mettre en place une action. J'ai écrit une lettre destinée à tous les candidats à l'élection présidentielle. Je l'ai postée sur facebook en demandant aux internautes de faire une copie et de l'envoyer aux candidats de leur choix. J'avais listé tous les candidats avec l'adresse de leur QG.

J'ai fait une nouvelle vidéo.

Lors de ma première vidéo, je vous annonçais que j'allais engager une action, c'est chose faite.
J'ai écrit une lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle.
Mesdames, Messieurs,
Notre société actuelle est devenue violente et discriminante pour une trop grande partie de la population.
L'argent, la compétition, la hiérarchie sociale ont pris le pas sur la liberté, l'égalité, la fraternité.
Nous sommes devenus, sans nous y opposer, esclaves d'un système qui nous oppresse et nous apporte de plus en plus de contraintes, d'inégalités, de précarité, de pauvreté.
Notre société doit évoluer, c'est le sentiment de beaucoup d'entre nous.
Pour cela, il faut que soit organisé le Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique.
Son objectif est d'obliger à une réflexion sur la gestion de l'Etat et de ses institutions afin d'apporter de nouvelles solutions pour améliorer l'organisation de notre pays.
Un débat public doit se faire avec les citoyens et les citoyennes, les associations sociales et culturelles, les personnalités de la société civile et politique.
Cette réflexion va permettre de mettre en œuvre des changements significatifs sans considérations partisanes.
Elle va obliger un changement de régime, une nouvelle République, l'instauration de la 6ème République.
Une 6ème République plus citoyenne qui remet l'individu au centre du débat, plus respectueuse envers ceux qu'elle administre.
Cette nouvelle République devra donner plus de pouvoir aux citoyens.
Elle devra se protéger des dérives du pouvoir et s'opposer à toutes tentatives de corruption avec des intérêts privés.
Elle devra moraliser l'action des élus, leur imposer cette valeur : Etre au service des citoyens et des citoyennes.
Au soir des résultats d'une élection, comme à chaque élection, nous avons droit au même discours des leadeurs politiques : "Nous avons bien compris le message des Français."
Cette fois-ci, pour ces élections, il serait préférable qu'il soit entendu et débattu avant que les citoyens et citoyennes valident leurs bulletins de vote.
A vous qui avez l'intention de présider notre pays.
A vous qui demain, pourriez porter une lourde responsabilité quant au devenir de notre pays.
Allez-vous prendre en compte cette revendication ?
Allez-vous l'intégrer dans vos sujets de campagne électorale ?
Merci de vous prononcer publiquement sur votre position face à cette volonté citoyenne.
Salutations distinguées.
Le Gars de l'Ilot.

J'ai transmis cette lettre à différents médias, locaux et nationaux, presse écrite, radios, télés.

Mesdames, Messieurs les journalistes,
Je vous fais parvenir une copie de la lettre ouverte destinée à l'ensemble des candidats à la prochaine élection présidentielle.
Nous sommes dans une période où le dialogue est ouvert mais il ne marche qu'à sens unique. La classe politique nous parle mais la parole citoyenne n'est pas entendue.
N'étant pas sûr que les intéressés soient informés, je compte sur vous pour la divulguer afin de provoquer une réflexion pour permettre une évolution nécessaire de l'organisation de notre société
Conformément à votre déontologie, allez-vous être impartial au regard de l'action que j'ai engagée en tant que citoyen ?
Je vous informe de mon initiative, allez-vous la traiter à sa juste valeur ?
Notre société doit réfléchir sur son avenir, que chacun, que chacune d'entre nous prenne conscience de ses responsabilités.
Je vous remercie.
Salutations distinguées.
Le Gars de l'Ilot.

L'effet escompté ne s'est pas produit, les signatures n'ont pas évoluées. J'ai décidé de refaire une vidéo pour essayer de sensibiliser les gens pour créer l'électrochoc nécessaire pour les obliger à réfléchir et de signer la pétition.

Je voudrai te dire.

Je voudrai te dire ce que j'ai sur le cœur.
C'est mon mal-être sur l'état de notre société.
Je le vis mal.
On peut le conjuguer à toutes les personnes
Tu le vis mal.
Il le vit mal.
Nous le vivons mal.
Vous le vivez mal.
Ils …
Il faut que nous nous organisions pour ne plus avoir mal.

Tant que nous n'accepterons pas nos différences, rien ne se fera.
Je pense que.
Tu penses que.
Il pense que.
Nous pensons que.
Vous pensez que.
Ils …
Il faut que nous pensions tous ensemble.

Je n'accepte plus le spectacle d'un système moribond que nous offre la classe politique.
Tu ne l'acceptes plus.
Il ne l'accepte plus.
Nous ne l'acceptons plus.
Vous ne l'acceptez plus.
Ils …
Il faut que nous nous unissions pour changer ce système.

Je ne veux plus que l'on m'impose des règles contraires au respect de l'individu.
Tu ne le veux plus.
Il ne le veut plus.
Nous ne le voulons plus.
Vous ne le voulez plus.
Ils …
Il faut que nous défendions notre liberté.

Je suis maître de mon destin.
Tu es maître de ton destin.
Il est maître de son destin.
Nous sommes maîtres de notre destin
Vous êtes maîtres de votre destin.
Ils…
Il faut que nous restions maîtres de notre destin.

A nous de le défendre ensemble !
Soutenez la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique !

Une nouvelle fois cette vidéo n'a pas portée ses fruits, le message n'est pas passé.

Il est évident qu'en ayant beaucoup de soutiens, ce projet aurait pu avoir une audience nationale. Il aurait été possible de déclencher la réflexion que notre société doit avoir pour permettre cette évolution tant espérée par l'ensemble de mes concitoyens. La date des élections se rapprochant, convaincu que ça ne servait à rien de continuer ce combat, j'ai rentré mon cheval de bataille dans l'écurie, j'ai rangé mon étendard citoyen dans un placard, j'ai mis un terme à ma démarche.

Les élections passées, un nouveau président a été élu. Celui-ci proposait un changement dans l'action politique, l'ouverture au dialogue, je l'ai cru.

J'avais bon espoir que le mouvement Larem *pourrait jouer un rôle dans l'évolution du fonctionnement de notre société, je me suis inscrit sur son site. Plutôt que de continuer de crier dans la rue, je pensais qu'il serait préférable de parler à l'intérieur.*

J'ai postulé pour la députation de ma circonscription mais étant inscrit de la dernière heure, ma candidature pas été retenue.

Beau joueur, au lendemain de l'investiture des postulants, j'ai adressé au candidat désigné un mail par le biais de son compte Facebook.

Le 12 mai 2017
Je vous félicite pour votre nomination. J'étais aussi candidat. Je souhaite vous rencontrer car j'aimerai contribuer à votre campagne en vous apportant mon expérience, mes relations.
Je peux me rendre facilement disponible.
Mr Courty.
Salutations distinguées.

Dans la foulée, celui-ci m'a répondu

Bonjour,
Merci pour votre aide et votre soutient.
Je reprends contact rapidement.

Sa proposition est restée sans suite, aucune nouvelle, aucun contact. Déçu de ne pas pouvoir contribuer et de participer au développement du mouvement, de marcher pour cette nouvelle forme de politique. Mon inaction n'a pas eu d'incidence car le représentant Larem *a été élu.*

J'ai attendu que mon député devienne opérationnel, que sa formation soit faite, qu'il trouve ses marques. Je lui ai posté un nouveau message sur son compte Facebook.

Le 6 juillet 2017.
Bonjour monsieur le Député,
Pourriez-vous me recevoir, ce qui me permettrai de vous présenter ma vision, du rôle que j'aurai joué en tant que député. 06…..Merci.

Aucune réponse, l'ouverture au dialogue ne c'est pas faite. Je n'ai pas compris son attitude car le mot d'ordre de Larem *étant de donner la parole aux citoyens, de leur permettre de contribuer à une nouvelle forme de politique si bien défendue par notre Président de la République.*

Le 21 juillet 2017, je reçois un mail du site Larem *présentant le référent de la Vendée.*

"MARCHEUR" de la première heure, pendant la campagne, j'ai occupé le poste de responsable logistique pour le département de la Vendée et, comme vous, je me suis pleinement impliqué. Domicilié à la Roche-sur-yon, j'ai eu le plaisir de participer à de nombreuses réunions publiques et de mener avec beaucoup d'entre vous de multiples actions de terrains, tractages, porte à porte….

Depuis la convention du 8 juillet, j'ai immense honneur d'être votre référent Larem et, tous ensemble, nous allons œuvrer à la réussite de notre projet commun pour plus de solidarité, plus de justice, plus liberté.
Et parce que "Tout commence par la rénovation de l'engagement politique", c'est donc avec joie que je vous rencontrerai prochainement pour trouver des solutions concrètes et réalistes, afin de venir en aides au plus grand nombre et, en particulier, à celles et ceux à qui la politique ne parle plus.
Avec mes plus cordiales et enthousiastes salutations.

Une nouvelle fois je me suis interrogé sur la méthode utilisée pour attribuer les postes à responsabilité du mouvement. J'ai eu le sentiment d'un système sectaire loin de moi de l'idée que je me fais de la démocratie.

J'ai adressé un mail à mon référant en lui demandant qu'il me reçoive et encore une fois ses belles paroles sont restées sans effet. N'ayant aucun retour, je me suis dit que la porte du dialogue était bien fermée, voir verrouillée.

Espérant que mon député soit à la hauteur de sa fonction, je me suis mis en attente pensant qu'il ouvrirait sa permanence. Il a fallut que j'attende mi-janvier 2018 pour qu'un article de presse annonce son ouverture. J'ai aussitôt appelé aux heures d'ouverture pour prendre rendez-vous mais je n'ai pu que laisser un message sur un répondeur.

Après 3 semaines d'attente, sans nouvelle, j'ai rappelé la permanence. C'est la suppléante de mon député qui m'a répondu. Je lui ai dit que j'avais laissé un message et celle-ci m'a indiqué que le répondeur ne fonctionnait pas. Après lui avoir rapidement expliqué les problèmes que j'avais pour rencontrer mon député, elle m'a justifié cette situation en me disant qu'il était débordé de travail, concentrant son temps à rencontrer les élus de sa circonscription. Par manque de temps, il ne pouvait pas recevoir les citoyens. Elle me propose de me recevoir et elle rendrait compte à "Stéphane".

Le 26 février 2018, grand jour pour moi, j'allais enfin pouvoir exprimer mon point de vue sur mes doutes de la politique actuellement menée, de ma vision sur l'évolution de notre société, de mes craintes du futur et de présenter les raisons de ma démarche.

Etonnamment, mon constat a été considéré, voire soutenu, qui a même engendré des sourires d'acquiescements lorsque je lui ai répondu à ses propos : Nous avons quand même un Président qui a décidé d'engager des réformes. *Car pour moi, ce n'était qu'une nouvelle couche de peinture pour redonner de l'éclat à une jambe de bois qui est vermoulue, voire pourrie. Il n'était pas le premier à vouloir faire des réformes mais le système perdurait. Il fallait arrêter de rafistoler la 5ème République, que seule la création d'une 6ème permettrait de réformer en profondeur le fonctionnement de notre société, et qu'il fallait arrêter de bricoler sur la forme mais de consacrer son temps à réfléchir sur le fond.*

Une fois que toutes ces considérations furent faites, notre discussion s'est orientée sur les raisons de ma démarche.

Je lui ai donné une copie de la lettre que j'avais adressée au Président de l'Assemblée Nationale (page 33), le premier sujet qui me paraissait le plus important.

Je lui ai rappelé que beaucoup d'hommes politiques à toutes époques se sont insurgés contre le comportement des banques envers certaines entreprises "Qu'elles ne jouaient pas le jeu". Jeu qui peu parfois être mortel et l'Etat devenait complice en devenant le bras armé d'un système sans foi, sans loi. Les banques ont tous les pouvoirs de décision sans en avoir à les justifier, pouvant détruire tout ce qui ne correspond pas à leurs critères économiques. Je lui rappelé que le suicide des agriculteurs, ne faisant que 3 lignes dans les journaux, n'étaient pas les seuls à passer à l'acte, victimes de ce fléau économique. Certains tribunaux du commerce commençaient à mettre en place des cellules psychologiques pour empêcher le suicide d'entrepreneurs, eux aussi victimes de ce système capitaliste qui privilégie ses intérêts sans humanité. Combien de vies détruites pour avoir eues la volonté d'entreprendre ?

Si j'avais pu rencontrer mon député, je lui aurais demandé qu'une commission d'enquête parlementaire soit créée pour analyser le comportement des banques qui détruisent des entreprises même si elles sont viables. Comme je l'avais fait avec mon député, monsieur Jean-Luc Préel, en 1996, je lui aurai demandé qu'il présente à l'Assemblée Nationale une proposition de loi pour encadrer les relations Banques/Entreprises, qu'un contrat soit établi pour définir les droits et les devoirs de chaque parti. Actuellement les banques n'ont que des droits mais aucun devoir.

*Je lui aurai aussi demandé qu'une réflexion soit faite au sein de l'Assemblée Nationale sur le sort réservé aux personnes qui font faillite. En 1981, comme l'avait dit le candidat Mitterrand "*Ce que l'Etat leur fait subir était d'une autre époque*". Il n'est pas acceptable de leur infliger de telles sanctions, de les dépouiller de leurs biens, de les jeter à la rue, de briser leur vie.*

ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

Jean-Luc PRÉEL
Député de la Vendée
Conseiller Régional

La Roche-sur-Yon, le
18 Juin 1996

Monsieur Jean-Hervé COURTY
L'Ilôt
85300 SALLERTAINE

Cher Monsieur,

Lors de ma dernière permanence à CHALLANS, vous avez tenu à me rappeler vos difficultés actuelles et à me faire part de vos observations sur la proposition de loi sur les relations Banques/Entreprises que j'ai récemment déposée. J'ai pris bonne note de l'ensemble de vos remarques.

Par ailleurs, ayant rencontré dernièrement le Préfet de la Vendée, j'ai attiré son attention sur votre situation.

Veuillez croire, Cher Monsieur, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

et conduit

Avant tout, je tiens à honorer la mémoire de cet homme, l'homme politique, celui qui a compris que mon combat était sensé, que ma révolte était justifiée. C'est le seul qui se soit engagé à prendre ma défense.

C'est un homme qui a su m'écouter, comprendre les valeurs que je défendais, qui a œuvré pour porter mon projet de loi à l'Assemblée Nationale.

Malheureusement à la suite de sa dissolution, le millier d'artisans et de commerçants qui avaient signé la pétition, les quelques députés qui s'étaient engagés à soutenir ce projet de loi, tout le travail que nous avions produit a été anéanti,

Il n'est pas normal qu'un élu lorsqu'il quitte ses fonctions puisse vider son bureau des dossiers qu'il avait en charge.

Une réflexion doit-être faite sur ce comportement contraire au bon fonctionnement de nos institutions.

Je lui ai fourni l'article de presse (p7) qui présentait l'association "Gens du marais" que j'avais crée en 1994. Son but était de développer la vie dans le marais sur le plan économique, social et culturel.

J'avais eu l'occasion d'avoir une discussion sur le devenir du marais avec monsieur Jean Jacques Viguier, conseiller régional, ancien maire de St Jean de Monts.

Je lui ai présenté ma vision du développement possible du marais nord ouest vendéen. Cette zone bien spécifique, grâce à son microclimat, la qualité de sa terre, la proximité de la mer, avait une valeur unique en France. Au même titre que la pomme de terre de Noirmoutier, beaucoup de cultures originales étaient possible dans le marais mais inexploitées.

Le tourisme rétro-littoral inexistant méritait que l'on s'y intéresse afin de développer une nouvelle économie. Cela permettrait de mettre en valeur les petits producteurs, les artisans, les artisans d'art, les artistes et les commerçants qui vivaient dans le marais.

Je lui ai proposé qu'une association soit créée pour développer ce projet afin de fédérer toutes les forces vives, mais pour qu'elle soit viable, il fallait aussi l'adhésion de tous les élus concernés. Convaincu de l'intérêt de mon initiative, il m'a proposé que je les rencontre pour leur présenter mon idée. Pour être rapidement reçu, je devais indiquer que j'avais rencontré Monsieur Viguier et j'avais son soutien. Les portes se sont facilement ouvertes car j'ai pu avoir un entretien avec l'ensemble des élus, 17 maires, 3 conseillers départementaux, 2 conseillers régionaux, 2 députés. Tous furent d'accord pour cette création en me remerciant de m'investir pour le bien commun.

L'association a été lancée, plusieurs actions ont été mise en place, les adhésions étaient croissantes mais quand les subventions ont été accordées, certains membres du bureau et conseil d'administration en ont profité au détriment de l'intérêt général. Je me suis opposé à ces méthodes mais j'ai été mis en minorité. Refusant d'être complice, j'ai démissionné face à ces abus de pouvoir. L'association a rapidement cessé d'exister.

Si j'avais pu rencontrer mon député, je lui aurais fait part de cette expérience et de le sensibiliser sur les valeurs inexploitées du marais. Etant membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire à l'assemblée nationale, j'estime qu'il est directement concerné.

Je suis intervenu sur la mesure prise par le gouvernement qui va réduire la vitesse sur les routes départementales à 80 km/h. Cette limitation va pénaliser ceux qui respectent le code de route et n'empêchera pas ceux qui l'ignorent de continuer à rouler vite. A cause de quelques cancres, c'est l'ensemble qui est sanctionné !

Cette réduction ne risque t-elle pas d'accroître la dangerosité des conducteurs car moins on roule vite, plus il est difficile de contrôler sa vitesse. Le temps passé à regarder son compteur ne va-t-il pas augmenter les risques d'accidents. Il serait intéressant qu'une étude soit faite pour évaluer le temps passé à regarder la route et le contrôle de sa vitesse.

Plutôt que de faire de la répression qui a un coût, changement des panneaux qui risquent de servir que 2 ans, il serait plus raisonnable que l'Etat investisse dans la prévention. Il suffirait d'équiper les véhicules d'un système, limiteur couplé sur un GPS, limitant la vitesse en fonction de la réglementation du réseau routier. Sur la base du volontariat, ce système permettrait de ne plus verbaliser les bons conducteurs respectueux du code de la route.

On peut aussi s'étonner du durcissement du contrôle technique. Certes à sa création il a permit de supprimer les voitures poubelles mais aujourd'hui je m'interroge sur le bien fondé de cette mesure. Combien de voitures vont être recalées à cause de ce nouveau contrôle ? Les conséquences vont être terrible pour certains de mes compatriotes, ceux qui ont juste les moyens pour vivre. Ceux qui ne pourront pas payer le coût des réparations, ceux qui risquent de perdre leur emploi car leur véhicule sera immobilisé, voir envoyer à la casse.

L'implication de la défaillance mécanique des voitures dans les accidents n'est certainement une cause majeure alors que l'on ne fait rien contre les conducteurs sous l'emprise de médicaments reconnus pour leur dangerosité à la conduite. Il me semble que la raison de cette mesure est plus économique que sécuritaire.

Si j'avais pu rencontrer mon député, je lui aurais fait part de mon désaccord sur ces mesures qui vont pénaliser les automobilistes. Qui va renforcer le rejet de l'Etat qui continue de nous prendre pour des vaches à lait.

Je lui aurais demandé pourquoi l'Etat si soucieux de préserver la vie des citoyens ne fait rien contre l'industrie agroalimentaire qui surcharge les aliments en sel, sucre, produits chimiques et qui ont des conséquences sanitaires terrible pour les consommateurs.

Je lui aurais demandé pourquoi rien n'est fait contre l'industrie phytosanitaire qui pollue la nature, qui détruit des espèces animales, qui altère la santé des humains.

Je lui aurais demandé s'il était normal que l'industrie pharmaceutique puisse avoir la possibilité de mettre sur le marché des médicaments dangereux qui rendent malade ceux qui les consomment.

A la fin de notre rendez-vous, la suppléante m'a confirmée qu'elle ferait part de notre discussion à "Stéphane". Je lui ai rappelé que le mot d'ordre du mouvement en marche était l'ouverture au dialogue et j'espérais que mon député le respecte. Qu'il me tienne rapidement au courant pour connaître sa position sur les propositions que je lui aie formulées.

Après 3 semaines d'attente, n'ayant pas eu de nouvelles, j'ai recontacté sa suppléante. Désolée de cette situation, car elle-même sans nouvelle, n'avait pas pu lui en parler et qu'elle avait plusieurs dossiers en attente. Je lui ai exprimé mon exaspération en lui rappelant que lors d'une émission politique dernièrement diffusée à la télévision, une députée larem avait affirmée avec force et insistance que l'Adn du mouvement En Marche était l'ouverture au dialogue. Je lui ai dit que ma patience avait des limites et que si la situation perdurait, je la dénoncerai et que désormais je m'adresserai à sa hiérarchie.

Mes menaces ont été efficaces car 2 jours après, le 23 mars 2018, j'ai eu un appel téléphonique de mon député. La communication avec sa suppléante ne s'est visiblement pas faite car il m'a demandé les raisons de ma demande de rendez-vous. Il me prévient qu'étant très pressé, il n'avait pas beaucoup de temps à m'accorder. Je lui ai dit qu'il y avait longtemps que je cherchais à le rencontrer mais il m'a répondu qu'il ne lisait pas ses mails. Il ne se souvenait même pas d'avoir donné réponse à un de mes messages.

Je lui ai rapidement évoqué les sujets que j'aurais aimé lui présenter. Il a considéré qu'il serait préférable que nous nous rencontrions. Etant présent dans sa circonscription les lundis et vendredis, il me demande de voir avec sa suppléante afin de prendre rendez-vous. Je lui ai rappelé que je l'avais déjà fait et donc qu'il me dise dans combien de temps il comptait me recevoir. Il m'a répondu qu'étant débordé de travail, il essaierait sans me le garantir que l'on se rencontre avant l'été. Excédé j'ai préféré mettre un terme à notre communication téléphonique en lui disant que j'en avais assez de lui courir après, que j'avais assez perdu mon temps.

Etant conseiller municipal son temps est partagé entre ses 2 fonctions ce qui engendre un manque d'efficacité. C'est la preuve que le cumul des mandats a un effet négatif et mériterait qu'une réflexion soit faite pour savoir si cette situation reste acceptable.

Cette expérience démontre que la volonté d'ouverture au dialogue avec les citoyens voulue par le Président de la République est loin d'être établie.

En voulant réduire le nombre de députés à l'assemblée nationale, cette mesure va agrandir leur territoire d'action et risque de creuser encore plus le fossé entre les élus et les citoyens.

Ouest-France
Vendredi 30 mars 2018

Un nouveau référent pour En Marche

Sébastien Gauthier succède à John Bourel. Le chef d'entreprise yonnais est chargé de coordonner les 15 comités locaux.

Référent départemental En Marche depuis l'été 2017, John Bourel avait annoncé sa démission mi-mars **« pour des raisons personnelles »**. À 49 ans, Sébastien Gauthier avait assuré l'intérim. Il vient d'être nommé officiellement à la fonction. Car chez LREM, pas de vote. Chaque comité local du mouvement en Vendée pouvait proposer un nom, ou un binôme de candidats, au poste de référent départemental. Ils avaient jusqu'au 7 mars dernier pour le faire. Les instances nationales ont **« regardé »**, **« consulté »**. Et décidé.

« Je suis un chef d'entreprise installé à La Roche avec un commerce de proximité », se décrit simplement Sébastien Gauthier, qui souhaite rester discret sur son enseigne. Le communiqué de LREM rappelle : **« Adhérent de la première heure à la République En Marche, animateur du Comité local du Pays yonnais, proche collaborateur de son prédécesseur John Bourel, il a participé sur le terrain à la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron puis à celle des législatives qui a suivi. »** Le référent est nommé pour trois ans. La fonction est renouvelable une fois.



Alors que LREM annonce **« 2 000 adhérents »** en Vendée, Sébastien Gauthier rappelle que son rôle est **« de représenter En marche en Vendée et de coordonner les 15 comités locaux »**. La prochaine date importante est le samedi 7 avril : **« Nous lancerons notre grande marche pour l'Europe »**, rappelle le nouveau référent. Pour cette campagne de porte-à-porte, il travaillera **« en collaboration avec la coordinatrice vendéenne »**, Marie-Françoise Pernaudeau.

Claire HAUBRY.

Encore un marcheur de la première heure qui vient d'être nommé. Le sentiment que j'ai sur l'organisation de ce mouvement ne fait que se renforcer car les postes à responsabilité sont confiés aux plus fidèles des fidèles.

Depuis sa nomination, j'ai reçu un mail m'invitant à participer à des opérations de porte-à-porte pour "Marcher pour l'Europe". Je n'y participerai pas pour plusieurs raisons.

Déjà sur la forme, le porte-à-porte n'est certainement pas le meilleur moyen pour que l'ensemble des citoyens de notre pays soit mis à contribution pour participer à cette réflexion. Les sympathisants sont pris en compte mais les opposants seront-ils comptabilisés ? Il faut se rappeler qu'une majorité de françaises et français ont voté contre l'Europe lors du référendum en 2005.

Je considère qu'avant de vouloir faire le ménage chez les autres, il serait mieux de balayer devant sa porte. Avant de vouloir remettre en question le fonctionnement de l'Europe, je préférais que l'on réfléchisse sur celui de mon pays. C'est ce que je souhaite en faisant appel à la création du Grenelle Citoyen pour une nouvelle Politique.

J'ai regardé les 2 interventions du Président de la République qui s'est expliqué sur les méthodes de sa politique qu'il mène et compte appliquer dans l'avenir. Parmi les sujets abordés, l'écologie est la grande absente, elle n'a jamais été évoquée. Pourtant c'est une cause majeure qui mériterait d'être prise plus en considération. Depuis que je suis né, je vois la dégradation de la nature qui va en s'amplifiant, j'ai des craintes pour les générations futures. Les insectes commencent à disparaitre, les oiseaux subissent le même sort, et même l'espèce humaine est aussi touchée.

Le Président s'est justifié sur l'intervention des forces armées en Syrie. En 1993, la communauté internationale à créée la cour pénale internationale qui est une juridiction pénale universelle permanente chargée de juger les personnes accusées de génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre siégeant à la Haye. Pourquoi n'a-t-il pas saisi ce tribunal car les exactions commises en Syrie entrent dans le cadre de ses compétences. On nous rebat les oreilles qu'il ne faut pas se faire justice car il y a des tribunaux fait pour cela. Est-il normal que les grands de ce monde soient exclus de cette règle ?

En ce qui concerne les mouvements sociaux, plus on met la pression sur les couches supérieures de la France d'en bas, plus les couches inférieures sont écrasées. Plus la base sera pauvre, plus les riches seront riches, il faut sortir de cette logique. Il faut remettre en question ce système qui profite à ceux qui possèdent en appauvrissant ceux qui produisent. Le partage des richesses doit devenir une cause nationale pour que notre société vive dans le respect des valeurs de la République ; Liberté, Egalité, Fraternité.

Le traitement de la situation de la Zad de Notre Dame des Landes est catastrophique. Dès que la décision d'annuler le projet de l'aéroport, une réflexion pour gérer cette zone aurait due être organisée. Elle aurait pu permettre de construire un projet collectif pour une nouvelle forme d'agriculture dans le respect de la nature et des lois républicaines. Quand je vois tout l'argent qui a été dépensé pour procéder aux expulsions, les blessés dans les 2 camps, je me dis que cet argent aurait été plus utile pour construire plutôt que de détruire, d'éviter toutes ces souffrances. L'ouverture au dialogue tant voulue par le Président est encore une fois mise à mal et n'a fait qu'amplifier la haine de l'ordre établi des plus extrémistes.

Quand il a été élu, j'ai cru qu'enfin nous allions avoir un président au service des citoyens, qui nous protège de l'hyper capitalisme qui nous asservi de plus en plus. J'ai cru en sa parole qui nous promettait un nouveau monde où le citoyen serait enfin considéré et respecté. Finalement il nous demande de faire des efforts, de continuer de se serrer la ceinture, nous promettant de lointains jours meilleurs. Aujourd'hui je ne crois plus en lui, ce n'est qu'un produit du système, ancien banquier, ce n'est pas dans sa culture d'œuvrer dans le social. Il se croit droit dans ses bottes, certains dans le passé ont eus ce sentiment et ont trébuché.

La France n'est pas une start-up, on n'applique pas les mêmes méthodes de gouvernance d'une entreprise à un pays. Quand je l'entends traiter les auteurs de troubles "de professionnels du désordre", qu'il prenne conscience que c'est une minorité qui s'exprime mais il y a un grand nombre de citoyens qui se taisent mais eux aussi ont un rejet de l'ordre établi.

Le Président s'est inquiété de la montée de l'extrême droite en Europe. Il va devoir s'interroger sur la politique qu'il mène car les gens n'acceptent plus ce système qui exclu de plus en plus. L'extrême droite a été 2 fois au deuxième tour des élections présidentielles, s'il reste sur la même ligne politique, aux prochaines élections, il y a le risque qu'elle accède au pouvoir. Si le cas se présentait, il en porterait une grande responsabilité.

Au regard de la situation et de son évolution, face à la contestation grandissante la création du Grenelle Citoyen pour une nouvelle Politique reste à mes yeux une nécessité. J'ai décidé de reprendre mon combat, j'ai ressorti de son écurie mon cheval de bataille, l'étendard citoyen de son placard pour fédérer tous mes compatriotes qui pensent comme moi afin d'obtenir cette réflexion pour une évolution de notre société.

J'ai expédié mon livre à l'Elysée destiné au Président de la République avec cette dédicace :

Pour monsieur le Président de la République
Pour vous détendre, accordez-vous un moment de lecture
Le Gars de l'Ilot.

J'ai aussi expédié mon livre à Laurent Ruquier dans l'espoir de passer dans son émission "On n'est pas couché" accompagné de ce mot.

Monsieur Laurent Ruquier,
Je vous fais parvenir le livre que j'ai écrit dans l'espoir de participer à votre émission en tant qu'invité politique. J'ai décidé de faire cette démarche après avoir vu les interventions de monsieur olivier Besancenot et monsieur François Ruffin. Je suis un citoyen sans responsabilité politique qui a la volonté de s'exprimer au nom de mes concitoyens qui refusent le fonctionnement de notre société et subissent en silence. Nous sommes dans une période sans enjeu électoraux propice à l'ouverture aux débats permettant de donner la parole à ceux qui ne l'ont trop rarement.
Je vous remercie de l'attention que vous saurez porter à ma démarche
Restant à votre disposition,
Salutations distinguées.
Le Gars de l'Ilot.
06…….

Je te tiendrai au courant de l'évolution de la situation car je ferai tout pour te protéger, au nom de l'amour que je te porte car je t'aime, Marianne, je t'aime.

A suivre. . ..

Mon amour,

Après avoir expédié mon livre à monsieur le Président de la République et à Laurent Ruquier, j'ai aussi déposé en lecture libre le 2ème chapitre que je venais d'écrire sur mon site, maintenant, l'ensemble de mon livre est accessible gratuitement (Format PDF)

En attendant d'éventuels retours, j'ai décidé de présenter à nouveau ma démarche sur les réseaux sociaux.

J'ai réactivé ma page Facebook, mon groupe "Les Dadas en marche "dédié à la création du Grenelle Citoyen pour une nouvelle Politique et d'autres groupes orientés sur la réflexion politique. Autant avant les élections présidentielles, il y avait une forte activité au niveau des discussions, aujourd'hui, c'est le calme plat, hormis les blablas en tous genres mettant en exergue la bêtise humaine. On peut comprendre cette situation car à force de lire des messages stériles, de fausses informations, des comportements bêtes et méchants, , il n'est pas étonnant que les internautes sensés et réfléchis aient désertés ce réseau lassés de toutes ces jérémiades.

J'ai alors jeté mon dévolu sur Twitter. Certes beaucoup plus d'activités mais le niveau des propos reste le même. On y retrouve le même état d'esprit, des personnes qui passent leur temps à se plaindre, à critiquer, à mépriser jusqu'à l'insulte, summum de la représentation de la faiblesse intellectuelle de certains d'entre eux.

Bien sûr, Marianne, je ne jette pas la pierre à tout le monde ! Heureusement, ce n'est pas la majorité d'entre nous. Il y a beaucoup plus de personnes réfléchies qui sont d'accord avec les idées que je défends. Certes si la réflexion s'est effectuée pour certains, de là à passer à l'action, personne ne fait la démarche.

J'ai twitté de nombreux messages présentant le Grenelle Citoyen mais ils n'ont jamais été commentés, parfois, de temps en temps, j'ai eu des « J'aime ».

Pourtant je ne demande que le minimum d'engagement, simplement d'avoir leur soutien en signant la pétition pour acquérir la force qui m'est nécessaire afin que ma parole puisse être entendue.

J'ai essayé de faire comprendre aux détracteurs que le problème actuel, provenait du fait que chacun défendait sa chapelle, chacun croyait détenir la vérité. Tout le monde parle mais personne n'est à l'écoute. La cause de cet immobilisme, c'est que chacun défend ses intérêts au détriment de l'intérêt général.

Nous sommes beaucoup dans l'attente d'une évolution de notre société mais la synthèse de notre révolte ne se fait pas. Cette situation est pénalisante pour une harmonisation des luttes car aucune tendance ne peut émerger, chacun restant campé sur ses positions. Nos divergences de point de vue font notre malheur alors que nous regardons tous dans la même direction, nous avons le même objectif : Vivre dans une société où son organisation doit œuvrer pour garantir la liberté, l'égalité, la fraternité à l'ensemble des citoyens qu'elle administre.

Le jour où nous serons capables de faire abstraction de notre égo, de réfléchir sur la notion et les valeurs humanistes, alors là, nous pourrons avoir la prétention de reprendre notre destin en main.

Bonne nouvelle ce matin, j'ai reçu un courrier de la Présidence de la République. A sa première lecture, j'ai eu une grande satisfaction d'apprendre que mon livre soit parvenu à son destinataire, monsieur le Président de la République.

Le Chef de Cabinet
du Président de la République

Monsieur Jean-Hervé COURTY
[redacted]
85160 ST JEAN DE MONTS

Paris, le - 3 JUIL. 2018

Monsieur,

Le Président de la République a bien reçu le texte que vous avez souhaité lui faire parvenir.

Il m'a été confié le soin de vous remercier pour votre envoi.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François-Xavier LAUCH

Référence à rappeler
PDR/SCP/BEAR/B057989

Après réflexion, en deuxième lecture, une question m'a traversée l'esprit. Cette lettre ne correspondrait-elle pas à un document type qui apporte une réponse pré formatée en fonction des courriers reçus par ce cabinet? Ce doute se confirme quand je constate que mon livre s'est transformé en texte.

Après les élections présidentielles, j'ai décidé de faire une pause dans mon combat. J'ai attendu de voir ce qu'allait donner la nouvelle gouvernance.

Aujourd'hui, force m'oblige de constater que rien n'a changé dans la ligne politique qui nous est imposée. On reste dans la même logique, ceux qui possèdent font la loi et s'arrangent pour qu'elle leur soit profitable. Ceux qui n'ont rien continuent de subir ce pouvoir dominant. Toutes les mesures qui ont été prises ne font que creuser le fossé entre les citoyens et les nantis. Le train de la vie continue de rouler de plus en plus vite, laissant de plus en plus d'individus sur le bord de la voie.

L'idée de la création du Grenelle Citoyen pour une nouvelle politique devient pour moi de plus en plus évidente.

Tu comprendras, Marianne, que je ne peux pas continuer de me taire. J'ai donc décidé de me remettre en marche, de m'investir pour que mon idée puisse aboutir, cause qui me semble juste.

OUEST FRANCE 17.08.2018

Saint-Jean-de-Monts

Jean-Hervé Courty à la rencontre du public

Deux questions à...

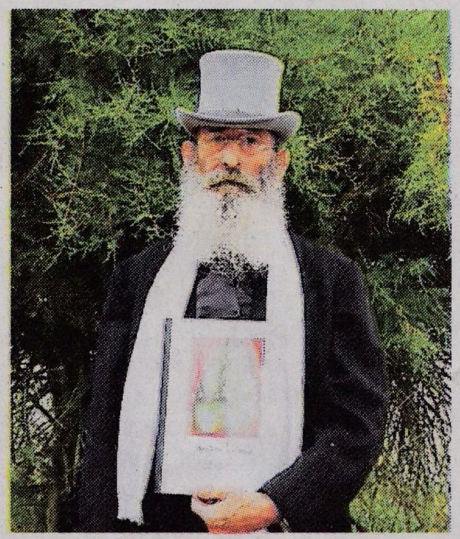
Jean-Hervé Courty, a lancé, en 2016, son grenelle citoyen pour une nouvelle politique. Il est l'auteur du livre évolutif *Marianne je t'aime*.

Qu'en est-il de votre démarche lancée en 2016 ?

Lors de la première présentation de mon livre *Marianne je t'aime,* le 24 septembre 2016, je n'ai pas arrêté de discuter avec le public. Cela fut très positif, tout le monde allait dans le même sens : le rejet du fonctionnement de l'État et le dégoût de la classe politique. Malheureusement, personne ne s'est engagé à signer ma pétition en ligne. Ensuite, j'ai essuyé plusieurs refus pour présenter mon ouvrage et mon grenelle. J'ai tenté les réseaux sociaux, mais l'effet escompté ne s'est pas produit. Je me suis donc mis en stand-by.

Comptez-vous relancer votre combat ?

Après avoir vu ce que donnait la nouvelle présidence et face à la contestation grandissante, la création du grenelle citoyen pour une nouvelle politique reste à mes yeux une nécessité. Je viens d'écrire la seconde partie de mon livre évolutif et j'ai décidé de reprendre mon combat, en ressortant de mon écurie mon cheval de bataille et l'étendard citoyen de mon placard.



Jean-Hervé Courty repart à la rencontre du public pour présenter son ouvrage près des marchés locaux.

Je vais donc à la rencontre de la population dans les rues proches des marchés pour reprendre la parole et la rendre publique. Quant à mon livre, que j'ai envoyé au Président de la République, la troisième partie doit sortir en septembre.

Samedi 18 août, de 9 h 30 à 12 h 30, à l'angle des rues de Gaulle et Henry-Simon. Puis, **dimanche 19 août,** de 9 h 30 à 12 h 30, à l'angle de la route D38 et de la rue du Fief-Noumois. Contact sur www.legarsdelilot-monsite.com ou sur Facebook : Le Gars de l'Ilot.

Pour me présenter dans la rue, j'ai fabriqué un pupitre monté sur roues afin de me déplacer facilement.

Sur les 2 côtés, j'ai affiché les articles de presse qui relatent de mon action. Sur la façade, une affiche appelant à la création du Grenelle Citoyen pour une nouvelle Politique et divers slogans relatant mon point de vue afin d'informer les passants de mon intention.



Liste des slogans affichés sur mon pupitre.

L'UNITE FERA NOTRE FORCE

NOUS SOMMES TOUS RESPONSABLES

PRENONS NOTRE DESTIN EN MAIN

L'AVENIR NOUS APPARTIENT

L'OPPOSITION DOIT-ETRE CONSTRUCTIVE

L'EVOLUTION EST PREFERABLE A LA REVOLUTION

REPRENONS LES RENNES DU POUVOIR

POUR LA SEPARATION DU POUVOIR POLITIQUE ET DU POUVOIR ECONOMIQUE

POUR UN EXECUTIF AU SERVICE DU PEUPLE

LE PEUPLE DOIT CONTROLER L'ACTION DES ELUS

LA REPUBLIQUE NE DOIT PLUS ETRE SOUMISE A L'ORDRE ECONOMIQUE

POUR UNE NOUVELLE ORGANISATION DE L'ETAT ET DE SES INSTITUTIONS

LE CHANGEMENT SE FERA GRACE A LA VOLONTE DES CITOYENS

POUR UNE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

NOTRE DEMOCRATIE EST BAFOUEE PAR UNE MINORITE

LA DEMOCRATIE N'A PLUS DE SENS, LA 5ème REPUBLIQUE EST DEVENUE UN NON SENS

POUR LE CITOYEN, LA LIBERTE AURAIT DU RESTER UN DROIT,
L'EGALITE UNE REALITE,
LA FRATERNITE UN RESPECT

NOTRE SOCIETE DOIT REFLECHIR SUR L'IRRESPONSABILITE DES RESPONSABLES
ET SUR LA RESPONSABILITE DES IRRESPONSABLES

L'INTELLIGENCE SE DOIT ETRE INTELLIGENTE

INDIGNEZ-VOUS

NON A LA SOUMISSION

NON A LA RESIGNATION

POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION

POUR UNE 6ème REPUBILIQUE

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

EGALITE HOMME – FEMME

TOUS UNIS CONTRE L'ORDRE ETABLI

NON AU POUVOIR DES LOBBIES

NON A L'EXCLUSION

MEME JUSTICE POUR TOUS

NON A LA VIOLENCE

NON AU CUMUL DES MANDATS ELECTORAUX

NON AU RACISME

OUI A L'ECOLOGIE

PROTEGONS LA PLANETE

NON A LA FRACTURE SOCIALE

NOS ANCIENS SE SONT DEVOUES POUR NOTRE GENERATION, ENGAGEONS NOUS POUR LES GENERATIONS FUTURES
C'EST A CHACUN, CHACUNE DE PRENDRE CONSCIENCE

OUI AU PARTAGE DES RICHESSES

NON A L'HYPER CAPITALISME

IL FAUT REMETTRE L'HUMAIN AU CENTRE DU SYSTEME

Comme annoncé dans la presse, je suis allé à la rencontre du public, le samedi à St Jean de Monts et le dimanche à Notre dame de Monts.

Je pensais qu'en sortant du monde virtuel, je trouverai une autre écoute dans la vrai vie, quelle déception ! Placé à la sortie des marchés, j'ai vu défiler beaucoup de monde dans une indifférence totale, parfois avec un regard amusé, quelquefois moqueur.

J'ai quand même eu des discussions avec quelques personnes curieuses de connaître ma démarche. Toutes m'ont exprimées leur rejet de la classe politique avec un sentiment de dégoût. Même si l'idée de la création du Grenelle Citoyen leur semble être une bonne idée, les gens ne croient plus qu'un changement soit possible.

Tu vois, Marianne, c'est ce sentiment d'impuissance, cette attitude de soumission, cet état de résignation qui empêchent toutes possibilités d'une évolution de notre société.

Félicité pour mon courage de m'engager dans ce combat, tous pensent que mon idée est utopique. Heureusement qu'il y a eu des utopistes de tout temps car grâce à eux, ils ont permis à l'homme de sortir des cavernes pour mieux vivre, il serait temps qu'il en sorte son esprit.

Nous sommes devenus, sans s'y opposer, un troupeau de moutons qui avance dans le chemin de la vie, guidés par des mâles dominants idolâtrés par une cour asservie qui les entoure. Plus le temps passe, plus le chemin est étroit. Plus le temps passe, plus le troupeau grandit. Plus le temps passe, plus les derniers auront de moins en moins à brouter.

Même si certains, parmi la masse silencieuse, ont l'audace de se révolter ne supportant plus cette situation, leurs bêlements ne sont pas écoutés par les élites qui profitent de l'abondance.

D'autres préconisent le rapport de force pour assouvir leur faim. Cette attitude est contraire à mon état d'esprit. Je considère que l'utilisation de la violence est le dernier recours pour exprimer son désaccord. Pour moi, la parole est une arme plus puissante si elle est bien utilisée.

Je savais que le chemin que j'empruntais serait semé d'embûches. Autant, je craignais que la classe politique soit un frein, j'étais loin de m'imaginer que le premier obstacle que j'aurais à franchir serait dû à l'immobilisme de mes concitoyens.

Ne t'inquiète pas Marianne, je n'ai pas l'intention de baisser les bras, je sais qu'un jour ma parole sera reprise, que la prise de conscience se fera. Lorsque chacun d'entre nous comprendra qu'il est responsable de son futur, alors notre société pourra évoluer.

Je me suis autorisé à rêver ! J'ai envoyé ce courrier à l'Elysée, on verra bien !

Le Gars de l'Ilot
St Jean de Monts

Monsieur François-Xavier LAUCH
Chef de cabinet du Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Fb St Honoré
75008 Paris

Référence
PDR/SCP/BEAR/057989

Monsieur,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai reçu votre courrier du 3 Juillet 2018 m'informant que monsieur le Président de la République avait bien reçu mon livre.

J'espère qu'il a pu s'accorder un moment de détente pour le lire. Aussi j'aimerai connaître son avis quant à la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle politique.

Merci de lui transmettre mon interrogation et je vous remercie d'avance de me faire savoir sa position

Salutations distinguées.

St Jean de Monts
30.08.2018

Je sais Marianne, ma démarche peut prêter à sourire mais je préfère m'adresser au bon dieu qu'à ses saints. Je l'ai fait car j'ai des craintes pour notre avenir.

Quand je vois l'évolution de la classe politique, la montée en puissance des partis extrêmes et l'effondrement des partis modérés, je m'inquiète !

Quand je vois le rejet grandissant que tous mes compatriotes ont envers les gens du pouvoir et le refus de l'organisation de l'Etat, je m'interroge ?

Allons-nous encore subir longtemps cette situation qui ne fait qu'amplifier de jour en jour.

Cet exécrable constat me confirme la nécessité de la création du Grenelle Citoyen pour que notre société puisse évoluer en toute intelligence.

Je me suis permis d'interpeler le Président de la République car il a le pouvoir de décision pour que ce projet puisse se concrétiser, lui qui s'est présenté comme le réformateur de notre pays.

Je suis allé à la Roche sur Yon pour participer à la marche pour le climat, sensibilisé par sa dégradation, je me devais d'être présent. Convaincu que la pollution en tout genre allait devenir un problème majeur pour la planète et tous les êtres vivants qui l'habitent.

Un jour ma mère m'a donné un dossier contenant des documents administratifs me concernant. Elle avait conservé le brouillon de l'épreuve de français quand j'ai passé un examen en 1971.

ACADEMIE DE NANTES
SERVICE DES EXAMENS

EXAMEN C.A.P. 1971 1.643

EPREUVE REDACTION SPECIALITE INDUSTRIELS MASCULINS

DUREE 1H30 COEFFICIENT NOTE ELIMINATOIRE INFERIEURE A

TEXTE DE L'EPREUVE

N° 372

A la suite d'une vigoureuse campagne menée par certains savants de notre époque, l'homme de la rue prend conscience peu à peu des problèmes posés par la pollution.

En vous appuyant sur des exemples précis, vous montrerez comment la pollution, sous ses multiples formes, détruit le cadre naturel de l'homme.

un nouveau fléau. Le homme de la rue prend conscience de tous ces problèmes car il y a quelques années la pollution passait le plus souvent comme un fait divers.

Nous sommes arrivés à une epoque ou ~~l'on~~, les les savants commencent sérieusement à s'occuper de ce problèmes. Malheureusement il est bien tard car la pollution est arrivée à un point critique et c'est ce qui a reveillé les savants. Supprimer la pollution est pratiquement impossible, c'est s'attaquer à un feu de forêt ~~avec~~ avec une seau d'eau car tout contribue à l'augmenter partout.

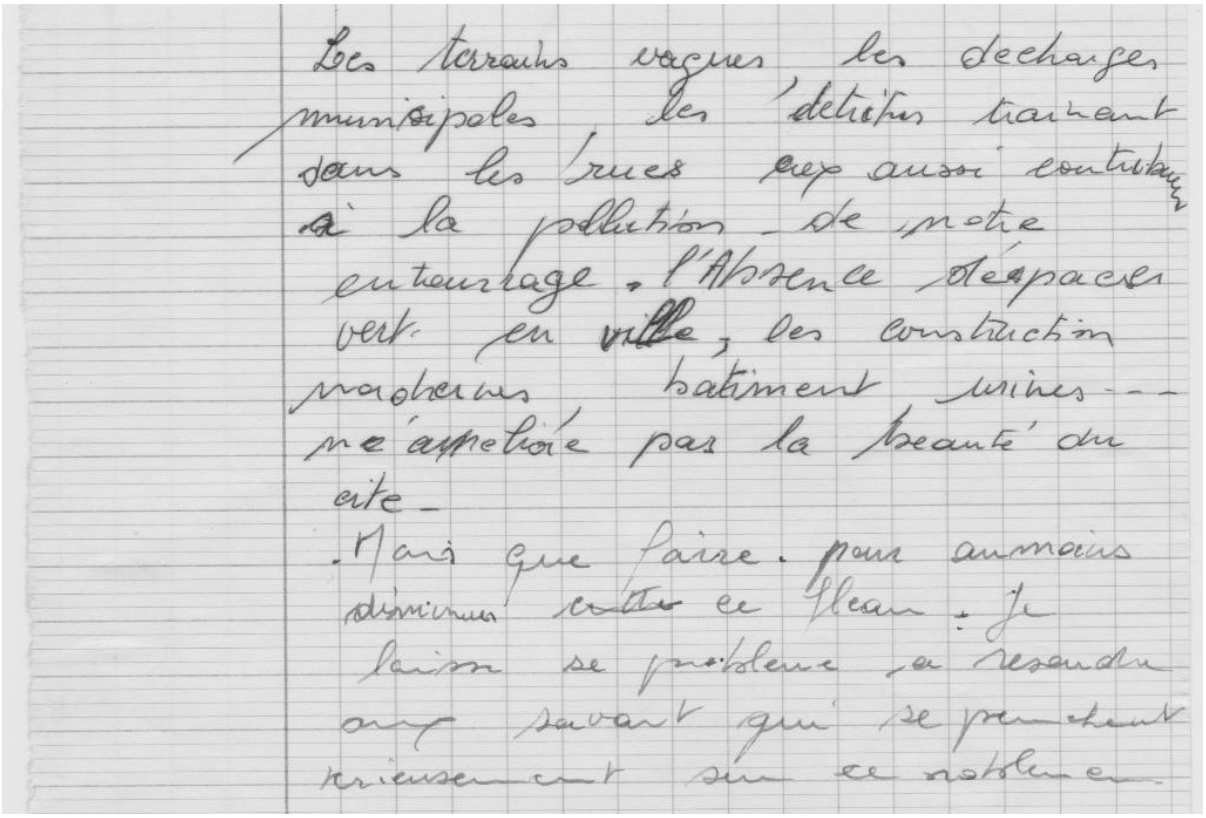
Quand les gens entendent parler de pollution, ils pensent toute de suite

à l'air. Il n'y a pas que cela. Tout ce qui nous entourre est soumit à la pollution: L'atmosphère est le point le plus important, les véhicules... en particuliers ceux de tourismes qui d'après des statistiques, les trois quarts des véhicules circulant en France ne sont mal reglés et polluent deux fois plus l'air qu'une automobiles bien reglées. Mais les usines prennent une place importantes dans la pollution [illegible]

terrain vagues - constructions batiments modernes. -

des recherche municipales activités touchant l'air et environnement

Les usines ne se contentent pas de polluer l'air, mais polluent une grande partie des eaux. Combien d'usine devraient leur résidus chimiques. Je ne connais pas le chiffre mais il ne doit pas etre loin des cinquante pour cent. Dernierement les usines [illegible] transportant des tonnes de poissons, le vente à l'air, fuces par ces produit chimiques. Mais il n'y a pas que les usines qui les polluent, mais aussi vous que moi. Lorsque tout à l'égout, ou se deverse t'il, en général dans les rivières. Mais tout ces cours d'eau se deverse dans les mers donc les mers commencent à être pollué le long du litoral, là ou se trouvent le plus de fruit de mers. et bien tout ceci commence à se pollué doucement mais surement et pourtant, c'est un endroit que à donnée ressources malheureusement peut connue encore.


Les terrains vagues les decharges municipales les detritus traînant dans les rues eux aussi contribuent à la pollution de notre entourage. l'Absence d'espaces vert en ville, les constructions modernes batiment usines --- ne appelle pas la beauté du site.
Mais que faire. pour au moins diminuer contre ce fléau. Je laisse se problème se resoudre aux savant qui se penchent sérieusement sur ce problème.

A cette époque, nous savions que la pollution allait devenir un fléau, pourtant tous les gouvernements qui se sont succédés n'ont jamais été à la hauteur pour nos protéger de cette calamité

Dans mon devoir, je m'inquiétais de la pollution de la mer à venir, 50 ans après, dans le pacifique, un continent en plastique, 3 fois plus grand que la France s'est formé . . . !

Depuis quelques temps, nos savants nous alertent sur l'apparition des nanoparticules issues de la dégradation des plastiques. Je m'interroge sur les conséquences de cette nouvelle pollution qui sera proportionnelle à la quantité de nos déchets qui sont de plus en plus important. Ne vont-elles pas contaminer toute la chaine alimentaire ? Des études ont démontré que la faune marine est déjà touchée. . . ! On a connu les pluies acides, ne va-t-on pas connaître les pluies plastiques ? Quel en sera l'impacte sur la flore et le vivant ?

50 ans après, la pollution industrielle s'est intensifiée avec les conséquences négatives qui continuent d'avoir un impact sur la terre, l'eau, l'air, la vie des espèces, l'humain compris.

J'ai connu le remembrement des terres agricoles. On a détruit à coups de bulldozers les haies des parcelles, habitat d'une grande partie des espèces sauvages, pour en faire des champs à perte de vue, on s'étonne aujourd'hui de la disparition de la faune mais depuis 50 ans, l'homme n'a pas cessé de la détruire.

J'ai connu le développement de l'agriculture intensive prônant la monoculture qui n'a fait qu'appauvrir la terre nourricière, anéantissant les petites structures multicultures asphyxiées par la concurrence, ne pouvant pas lutter dans la course au profit.

J'ai connu le début des traitements des cultures avec des produits chimiques qui ont engendré une pollution atteignant la nature, le vivant l'humain compris.

J'ai connu l'arrivée de l'élevage en batterie qui a occasionné une perte de qualité et la maltraitance animale.

J'ai connu l'évolution de l'industrie agro-alimentaire qui n'a pas eue de scrupules pour dénaturer les aliments au nom du profit.

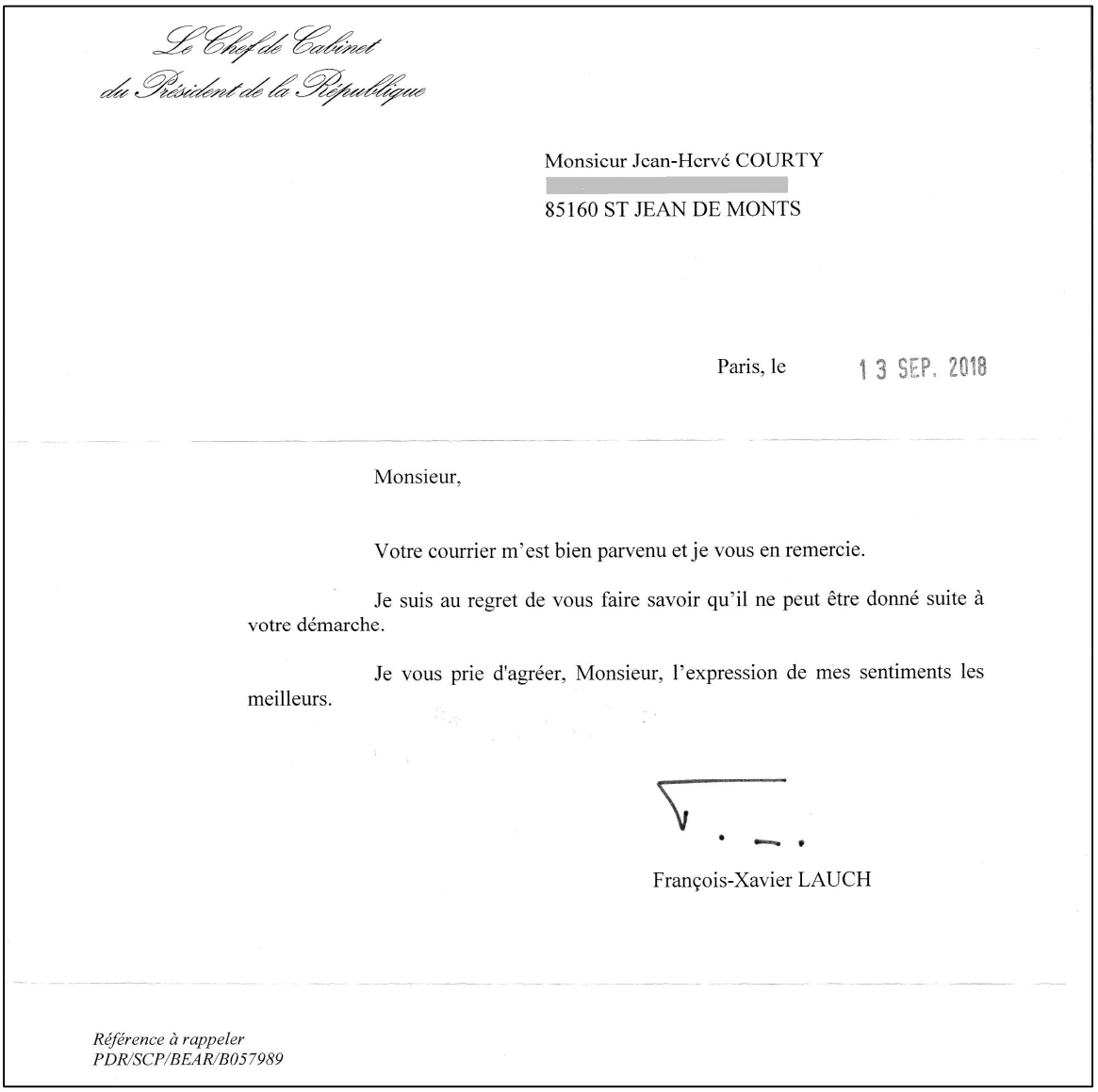
Hélas aucune force n'a pu s'opposer à cet expansionnisme. Pour moi, les défenseurs de l'écologie n'auraient jamais dû s'engager dans l'action politique. La protection de la nature aurait dûe être défendue par un mouvement de citoyens plutôt qu'un parti politique. Au même titre que les lobbies économiques, le lobby des citoyens écologiques aurait pu faire pression sur l'exécutif, quelque soit son orientation politique.

Lors de cette manif, j'en ai profité pour rencontrer des personnes engagées dans diverses actions citoyennes. Même si nous n'avons pas le même centre d'intérêt, nous avons fait le même constat : Notre incapacité à créer une unité capable de s'opposer à l'ordre établi. Nous pensons que cette situation perdurera tant que ne s'impliqueront pas tous les citoyens, les déçus, les désabusés, les plus politisés, les moins politisés et tous ceux qui ne croient plus en la politique.

Cette journée m'a permis de me conforter sur le regard que je porte sur les dysfonctionnements de notre société, visions partagées au gré de mes rencontres.

J'en ai profité pour semer quelques graines du Grenelle Citoyen pensant que le terrain était propice pour espérer une future récolte.

Bonne surprise ce matin, nouvelle lettre de l'Elysée ! Quelle satisfaction d'avoir une réponse aussi rapide ! Le plaisir à été de courte durée car après avoir découvert son contenu, je me suis exclamé « Circulez, y'a rien à voir *» comme le disait si bien Coluche dans l'un de ses sketchs.*



Le Chef de Cabinet
du Président de la République

Monsieur Jean-Hervé COURTY
[redacted]
85160 ST JEAN DE MONTS

Paris, le 13 SEP. 2018

Monsieur,

Votre courrier m'est bien parvenu et je vous en remercie.

Je suis au regret de vous faire savoir qu'il ne peut être donné suite à votre démarche.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François-Xavier LAUCH

Référence à rappeler
PDR/SCP/BEAR/B057989

Marianne, cette réponse me confirme l'analyse que je me suis faite sur la méthode de communication appliquée par le mouvement Lrem.

Quand je vois la frénésie qu'a eu le Président en vénérant des footballeurs qui ont gagnés plus de 20 ans d'un salaire moyen le temps d'une compétition ! Je pensais que ma requête serait prise en compte et considérée.

Je regrette que ma démarche n'ait pas pu aboutir car j'aimerai connaître le point de vue du Président de la République quant à la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique.

Mon amour,

Au regard de l'évolution de notre société, mon inquiétude sur ton devenir m'inquiète de plus en plus. Comme je te l'ai déjà dit : « On » a coupé la tête du Roi, je ne veux pas que demain « On » te jette au feu.

Saches, qu'au nom de l'amour que je te porte, je ferai tout pour préserver ton intégrité. Depuis longtemps je me suis intéressé au fonctionnent de notre société et ma réflexion me permet d'avoir aujourd'hui des craintes sur notre avenir.

Une anecdote ! Dans les années 1985/1990, avec plusieurs amis, nous avions assistés à un match de l'équipe de France de football chez l'un des nôtres. A cette époque le leader du fn faisait la « Une » avec ses propos haineux. A la mi-temps, notre discussion s'est portée sur la politique car la fronde contre l'immonde personnage était à son paroxysme. Alors que tous le méprisaient en cœur avec propos étoffés d'un grand répertoire de noms d'oiseaux, à un moment, j'ai pris la parole avec ces mots : Vous verrez, un jour où l'autre, il sera présidentiable ! *J'ai eu le droit à toutes les moqueries, que je délirais, que ce n'était pas possible, que jamais ne cela se présenterait. En 2002, le temps m'a donné raison ! Je pourrais te citer d'autres exemples qui confirment le regard objectif que je porte sur notre société.*

Marianne, aujourd'hui, c'est cette expertise qui me permet de dire que nous sommes dans une période critique ! Les tensions entre les citoyens et le pouvoir ne font que s'amplifier de jour en jour. Le rejet de la classe politique ne cesse de croître. La crise affecte la base de notre société, alors que l'élite en tire profit ! Comment cela va-t-il se terminer ? Dans la violence ? Dans la répression ? Dans l'absolutisme ? Pour moi, la solution viendra quand nous serons capable d'être à l'écoute de l'autre pour permettre l'ouverture au dialogue, dialogue qui est nécessaire pour que notre société évolue en toute sérénité. C'est le but de mon engagement, de prendre la parole pour provoquer cette réflexion qui ne peut qu'être bénéfique pour le bien-être de chacun d'entre nous. Non Marianne, je ne rêve pas, j'espère et je ferai tout pour que mes espoirs se concrétisent.

Tous les grands changements ont pu se faire grâce à des personnes qui se sont engagées pour le bien commun. Il nous faut un leader, un meneur, un chef d'orchestre, un premier de cordée, pour que la parole puisse être entendue. Le premier facteur pour aboutir, c'est que cette personne provienne de la société civile, vierge de tout engagement dans un parti ou organisation politique. Il faut qu'elle soit porteuse d'un projet qui réponde à l'attente des gens pour qu'ils puissent y adhérer. Il faut surtout au départ qu'un petit groupe de fidèles soutiennent cette personne dans cette démarche, car seule, elle ne pourra rien faire.

J'ai pris l'engagement d'endosser le rôle de premier de cordée, à charge pour moi de fédérer mes compatriotes qui croient en la nouvelle voie que nous allons ouvrir ensemble. Chemin qui nous mènera à la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle politique.

A bientôt Marianne,

Je t'aime, Marianne, je t'aime.

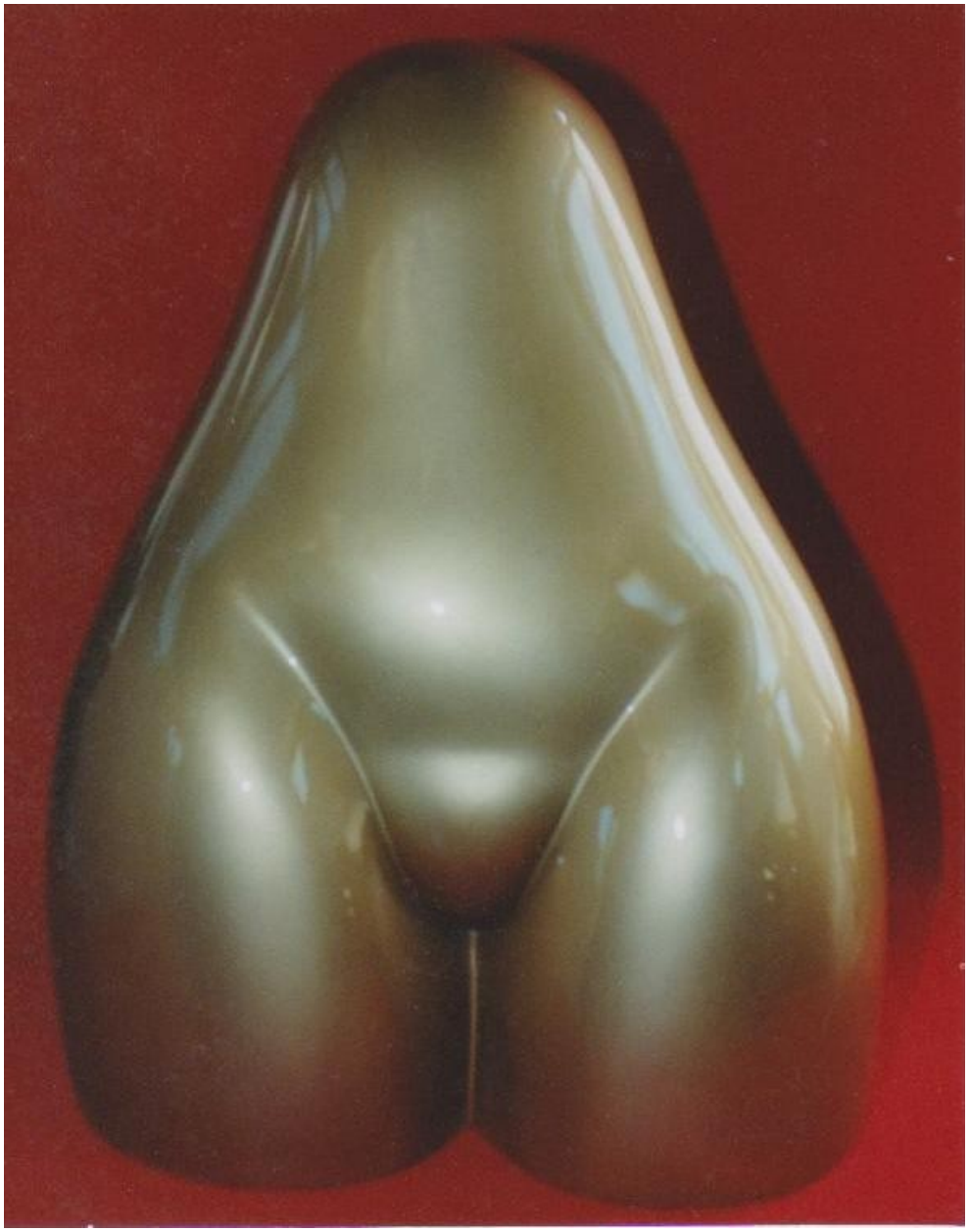
Ps : j'ai expédié une copie de ce chapitre à L'Elysée.

A suivre. . ...

Si tous les gars du monde voulaient se donner la main,
Si tous les gars du monde s'unissaient main dans la main.
Pour que demain soit un nouveau monde,
Il faut que nous formions une ronde.
Acceptons nos différences qui ne font que nous diviser,
Comprenons l'intérêt que nous avons à nous liguer,
Car pour combattre l'oligarchie,
Il faudra toute notre énergie.
Pour gagner ce combat il va falloir faire bloc,
Que notre volonté soit dure comme le roc.
Nous devons nous engager dans ce combat,
Pour remettre de l'ordre dans le fonctionnement de l'Etat.
Notre unité fera notre force,
Pour s'opposer à ce monde féroce.
Nous sommes maître de notre destin,
Marchons ensemble sur le même chemin.
Nous devons avoir la volonté,
De défendre notre liberté.
Alors faisons une ronde,
Pour que demain soit un autre monde.

Si tous les gars du monde arrêtaient de se plaindre,
Si tous les gars du monde cessaient de geindre.
Actuellement une minorité domine la majorité,
Il ne faut pas se soumettre à cette fatalité.
Les principes de la laïcité sont menacés,
Il faut la défendre et la protéger.
La domination des lobbies sur la classe politique,
Méprise les valeurs de la République.
Défendons l'idée d'une réelle démocratie,
Il y va de notre vie.
Si la démocratie s'impose dans la violence,
Elle doit évoluer grâce à l'intelligence.
L'opposition de nos valeurs,
Fait notre malheur.
Il faut arrêter de se taire et de subir,
Mais pour combattre il va falloir s'unir.
Nous devons avoir la volonté,
De défendre notre liberté.
Alors faisons une ronde,
Pour que demain soit un autre monde.

Il faut que tous les gars du monde se donnent la main,
Il faut que tous les gars du monde s'unissent main dans la main.
Qu'allons-nous laisser aux générations futures,
Dans nos comportements immatures.
Nous avons en charge leur avenir,
C'est à nous de nous s'investir.
Chacun de nous est responsable,
Aujourd'hui notre attitude est lamentable.
Nous détruisons la terre,
Nous polluons l'atmosphère.
Pour assouvir notre confort,
Nous allons leur faire du tord.
Notre société se doit de réfléchir sur l'irresponsabilité des responsables,
Mais on doit s'interroger sur la responsabilité des irresponsables.
Nos anciens se sont battus pour notre liberté,
Pour nos enfants nous avons le devoir de nous engager.
Nous devons avoir la volonté,
De défendre leur liberté.
Alors, main dans la main faisons une ronde,
Pour que demain soit un autre monde.



Mon parcours, mes expériences, mes rencontres m'ont permis d'acquérir une certaine réflexion sur le fonctionnement de notre société. L'organisation de l'Etat et de ses Institutions doit évoluer. Nous sommes beaucoup à avoir fait ce constat et je n'accepte plus que cette situation perdure. La 5ème République a fait son temps, pour que notre société évolue il faut créer la 6ème République. Bien conscient de ne pas détenir la vérité, je suis convaincu que ce changement ne se fera que par la volonté des citoyens. Je crois que l'utilisation de la violence ne mène à rien, seule l'intelligence nous permettra d'arriver à nos fins. Je n'agis pas pour défendre ma cause mais pour défendre la cause. Je ne mène pas un combat pour soutenir une idéologie ni une doctrine mais pour provoquer une réflexion. Je n'appelle pas à la révolution mais à l'évolution.
Cela se fera grâce à la création du Grenelle Citoyen pour une Nouvelle Politique.